

Marché de Fournitures Courantes et Services

Accord-cadre en appel d'offres ouvert
Articles L2113-6 à L2113-8, 1^{er} de l'article R2124-2, R2161-2 à R2161-5
du Code de la commande publique

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (C.C.P)

Objet du marché

ACHEMINEMENT ET FOURNITURE D'ELECTRICITE ET DE GAZ NATUREL

Pouvoir adjudicateur

Groupement de commandes dont les membres, prenant part à cette consultation, sont listés en annexe 1 de l'acte d'engagement de l'accord-cadre et dont le coordonnateur est le
Syndicat Intercommunal d'Energie d'Indre-et-Loire (SIEIL)
12-14 Rue Blaise Pascal, BP 51314 37013 Tours Cedex 1
Téléphone : 02 47 31 68 68 - Télécopie : 02 47 05 81 21

Représenté par son Président, Monsieur Jean-Luc DUPONT

SOMMAIRE

1	PREAMBULE	5
	PREMIERE PARTIE : CLAUSES ADMINISTRATIVES.....	6
2	OBJET ET FORME DU MARCHÉ	6
2.1	OBJET DU MARCHÉ.....	6
2.2	FORME DU MARCHÉ ET MAXIMUM DE L'ACCORD-CADRE	6
2.2.1	Forme du marché.....	6
2.2.1	Maximum de l'accord-cadre	6
3	L'ACCORD-CADRE	7
3.1	PROCEDURE DE PASSATION DE L'ACCORD-CADRE.....	7
3.2	ALLOTISSEMENT	7
3.3	PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD CADRE	7
3.3.1	Pièces contractuelles	7
3.3.2	Documents non contractuels.....	8
3.4	PERIMETRE DE L'ACCORD-CADRE	9
3.5	DUREE DE L'ACCORD CADRE	9
4	LES MARCHES SUBSEQUENTS	9
4.1	LIEUX D'EXECUTION DES PRESTATIONS	9
4.2	QUANTITES	9
4.3	FLEXIBILITE DU PERIMETRE.....	10
4.3.1	Seuil de flexibilité du périmètre des points de livraison	10
4.3.2	Modalités de détermination du seuil de flexibilité du périmètre des points de livraison	10
4.3.3	Bilan de flexibilité du périmètre des points de livraison.....	12
4.3.4	Atteinte du seuil de flexibilité	12
4.4	ENGAGEMENT DE CONSOMMATION.....	12
4.5	DUREE DES MARCHES SUBSEQUENTS ET PERIODE D'EXECUTION DES PRESTATIONS	12
4.6	PIECES CONSTITUTIVES DES MARCHES SUBSEQUENTS.....	13
4.6.1	Pièces contractuelles	13
4.6.2	Pièces non contractuelles	13
4.7	PROCEDURE DE REMISE DES OFFRES ET JUGEMENTS DES OFFRES	14
4.7.1	Procédure de remise des offres	14
4.7.2	Présentation des offres.....	14
4.7.3	Critères de sélection des offres des marchés subséquents	14
5	PRIX DES MARCHES SUBSEQUENTS	16
5.1	CONTENU DES PRIX	16
5.2	STRUCTURES, FORMES ET DETERMINATION DES PRIX	17
5.2.1	Les prix de la fourniture d'électricité et de gaz naturel	17
5.2.2	Prix associés aux garanties d'origine (LOTS 1 ET 2)	25
5.2.3	Les coûts induits par le mécanisme de capacité associé à l'électricité (LOT 2)	26
5.2.4	Prix associés aux obligations d'économies d'énergie (CEE)	29
5.2.5	Les tarifs d'acheminement	30
5.2.6	Obligation de stockage du gaz naturel et application du « filet de sécurité » (LOT 1)	30
5.2.7	Les prix des prestations annexes aux missions des Gestionnaires de Réseaux de Distribution (GRD)	30
5.2.8	Le prix proportionnel au soutirage physique des responsables d'équilibre (LOT 2).	31
5.2.9	Les taxes et contributions	31
5.3	EVOLUTION DES PRIX	31
5.3.1	Evolution des tarifs d'acheminement	31

5.3.2	Evolution des prix des prestations annexes aux missions des Gestionnaires de Réseaux de Distribution (GRD)	31
5.3.3	Evolution des prix liés au mécanisme de capacité (LOT 2)	31
5.3.4	Evolution des prix associés aux obligations d'économies d'énergie (CEE)	32
5.3.5	Evolution du prix proportionnel au soutirage physique des responsables d'équilibre (LOT 2) ..	32
5.3.6	Evolution des taxes et contributions	33
5.4	FORMALISATION DU BORDEREAU DES PRIX	33
5.5	CLAUDE DE REVOYURE.....	33
5.5.1	Evolution induite par la réglementation	33
5.5.2	Evolution du périmètre des points de livraison	33
5.5.3	Mise en œuvre d'un « circuit-court »	34
6	MODALITES DE REGLEMENT	34
6.1	DELAÏ GLOBAL DE PAIEMENT	34
6.2	MODALITES DE REGLEMENT	35
6.3	FINANCEMENT	35
6.4	INTERETS MORATOIRES	35
6.5	AVANCES	36
7	OBLIGATIONS	36
7.1	OBLIGATION D'INFORMATION	36
7.2	OBLIGATION DE REPONSE AUX MARCHES SUBSEQUENTS	36
7.3	OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE	36
7.4	COMMUNICATION PAR LES TITULAIRES	37
7.5	OBLIGATIONS D'INFORMATION LIEE A LA MODIFICATION DES STATUTS DES TITULAIRES	37
7.6	OBLIGATIONS RELATIVES A LA PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL (RGPD)	37
7.7	OBLIGATIONS DU TITULAIRE DE SECURISER SES APPROVISIONNEMENTS	37
8	PENALITES	37
9	ASSURANCES	42
10	CESSION OU NANTISSEMENT DES CREANCES.....	42
11	SOUS-TRAITANCE.....	43
12	RESILIATION.....	43
13	DIFFERENDS ET LITIGES.....	43
14	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	44
	DEUXIEME PARTIE : CLAUSES TECHNIQUES	45
15	MODALITES DE BASCULE : OPERATIONS PREALABLES AU DEBUT D'EXECUTION DES PRESTATIONS DE FOURNITURE	45
16	EVOLUTION DU PERIMETRE DU MARCHE	47
16.1	CAS DES EVOLUTIONS STATUTAIRES OU DES TRANSFERTS DE COMPETENCE ENTRE COLLECTIVITES.....	47
16.2	RATTACHEMENT D'UN POINT DE LIVRAISON	47
16.2.1	Points de livraison mentionnés en annexe de l'acte d'engagement des marchés subséquents	47
16.2.2	Points de livraison non mentionnés en annexe de l'acte d'engagement des marchés subséquents	48
16.3	DETACHEMENT D'UN POINT DE LIVRAISON	48
16.4	MODALITES DE GESTION DES ORDRES DE SERVICE (RATTACHEMENT ET DETACHEMENT DES POINTS DE LIVRAISON)	48
16.4.1	Rattachement et détachement des points de livraison.....	48
16.4.2	Modification d'une option tarifaire d'acheminement	50
17	GESTION DE LA RELATION CLIENTELE.....	51
17.1	INTERLOCUTEURS DEDIES.....	51

17.1.1	L'interlocuteur du coordonnateur et des membres pilotes (Syndicats Départementaux d'Energies) : pilote du contrat.....	51
17.1.2	L'interlocuteur des membres.....	52
17.2	RELATION ENTRE LE TITULAIRE ET LES MEMBRES.....	52
17.3	RELATION ENTRE LE TITULAIRE, LE COORDONNATEUR DU GROUPEMENT ET LES MEMBRES PILOTES (SYNDICATS DEPARTEMENTAUX D'ENERGIES).....	53
17.4	RELATION ENTRE LE TITULAIRE DU MARCHE ET LE GESTIONNAIRE DE RESEAU DE DISTRIBUTION.....	54
17.5	REUNIONS.....	54
17.5.1	Avec les membres.....	54
17.5.2	Avec le coordonnateur et les membres pilotes (Syndicats Départementaux d'Energies).....	55
17.5.3	Points téléphoniques ou réunions de suivi du marché.....	57
18	OPTIMISATION DES COUTS D'ACCES AU RESEAU DE DISTRIBUTION	57
19	MODALITES DE FACTURATION.....	59
19.1	MODALITES DE TRANSMISSION DES FACTURES	59
19.2	PERIODICITE DE LA FACTURATION	60
19.3	DANS LE CAS D'UN CHANGEMENT DE FOURNISSEUR	61
19.4	SCISSIION DES FLUX DE FACTURATION PAR CONTRAT	61
19.4.1	Facture de résiliation (cas où le titulaire entrant se succède à lui-même).....	61
19.4.2	Séparation des flux de facturation par marché	62
19.5	CONTENU DE LA FACTURATION	62
19.6	PERSONNALISATION DES FACTURES	62
20	ESPACE CLIENT EN LIGNE	63
21	MISE A DISPOSITION DE DONNEES	64
21.1	LE FICHIER « PERIMETRE ».....	64
21.2	FICHIER DES DONNEES DE CONSOMMATION ET DE FACTURATION	65
21.3	ALIMENTATION DU SYSTEME D'INFORMATION DU COORDONNATEUR :	66
21.4	FEUILLET RECAPITULATIF ANNUEL.....	66

1 PREAMBULE

Depuis plusieurs années, les Syndicats Départementaux d'Energies d'Eure-et-Loir, de l'Indre et d'Indre-et-Loire (respectivement ENERGIE Eure-et-Loir, le SDEI et le SIEIL) ont constitué un groupement de commandes ayant pour objet la passation et la signature des marchés d'acheminement et de fourniture d'énergies pour leur compte et celui des adhérents au groupement constitués de personnes morales de droit public et de droit privé ayant une utilité publique et/ou des missions d'intérêt général.

Ce groupement de commandes a été formulé par la conclusion d'une convention constitutive entre les membres du groupement. La liste de ces membres est portée annexe 1 de l'acte d'engagement du présent accord-cadre.

Pour la réalisation de l'objet du groupement :

- le SIEIL assure, en qualité de coordonnateur du groupement de commandes, la préparation, la passation, la signature et la notification de l'accord-cadre et des marchés subséquents associés ;
- les **membres pilotes** (ENERGIE Eure-et-Loir, le SDEI et le SIEIL) en tant que Syndicats Départementaux d'Energies, sont les interlocuteurs départementaux des membres du groupement sur toutes questions sur l'organisation et l'exécution des marchés issus du groupement ;
- chaque membre est chargé, quant à lui, d'exécuter l'accord-cadre et les marchés subséquents pour ce qui le concerne.

Le comité de pilotage du groupement est composé des représentants du coordonnateur et de chaque membre pilote.

PREMIERE PARTIE : CLAUSES ADMINISTRATIVES

2 OBJET ET FORME DU MARCHÉ

2.1 Objet du marché

Le présent accord-cadre et les marchés subséquents afférents ont pour objet l'acheminement et la fourniture d'électricité et de gaz naturel pour les besoins propres de chaque membre, incluant les prestations ci-dessous :

- la fourniture complète en électricité et en gaz naturel des points de livraison des membres du groupement ;
- toutes prestations définies au présent CCP et tous services associés à la fourniture d'électricité et de gaz naturel ;
- l'accès aux réseaux publics de transport et de distribution et leurs utilisations (dans le cadre d'un contrat unique) ;
- les prestations annexes aux missions des Gestionnaires de Réseaux de Distribution (GRD) rassemblées dans les catalogues de prestations de chaque GRD.

L'acheminement et la fourniture d'électricité (lot 2) concernent les points de livraison des membres localisés sur le périmètre du GRD Enedis et, pour trois points de livraison du segment C4 exclusivement, le GRD Synelva. Le périmètre des besoins associés au GRD Synelva ne fera l'objet d'aucun rattachement en cours d'exécution d'un marché subséquent, conformément aux dispositions de l'article 4.3.1.

L'acheminement et la fourniture de gaz naturel (lot 1) concernent les points de livraison des membres localisés sur le périmètre du GRD GRDF exclusivement.

Les titulaires de l'accord-cadre et des marchés subséquents exécutent l'ensemble des prestations conformément aux dispositions du présent CCP et des autres pièces constituant l'ensemble contractuel défini à l'article 3.3.1.

2.2 Forme du marché et maximum de l'accord-cadre

2.2.1 Forme du marché

L'ensemble contractuel se compose :

- d'un accord-cadre de fournitures multi-attributaires conforme aux dispositions du 1^{er} de l'article L2125-1 du Code de la commande publique, sans minimum et avec maximum (article R2162-4 du Code de la commande publique) déterminé dans les conditions fixées à l'article 2.2.1 ;
- de marchés subséquents de fournitures mono-attributaires sans minimum pris en application de l'accord-cadre.

2.2.1 Maximum de l'accord-cadre

Pour chaque lot, le maximum de l'accord-cadre en quantité M_{Max} est précisé à l'acte d'engagement et a été calculé selon la formule suivante :

$$M_{Max} = \sum_{i=1}^x CAR \times (1 + C_{Maj}) \times n$$

Avec :

M_{Max} : montant maximum de l'accord-cadre, en GWh.

$\sum_{i=1}^x CAR$: cumul des consommations annuelles de référence des x points de livraison.

n : nombre d'années d'exécution des prestations de fourniture sur la durée de l'accord-cadre.

$C_{Maj} = \alpha_f + \alpha_c + \alpha_a$

Avec :

C_{Maj} = coefficient majorateur de la consommation fixé 50%.

Où :

α_f : taux de flexibilité prévu à l'article 4.3.1, soit 10%

α_c : coefficient de risque climatique fixé à 15%

α_a : coefficient d'aléa additionnel permettant de tenir compte d'aléas exogènes susceptibles d'impacter les consommations de gaz naturel, fixé à 25%.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que cette quantité maximale n'est pas la quantité prévisionnelle.

3 L'ACCORD-CADRE

3.1 Procédure de passation de l'accord-cadre

L'accord-cadre est passé selon une procédure d'appel d'offres ouvert telle que prévue aux articles au 1° de l'article R2124-2 et aux articles R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique.

3.2 Allotissement

L'accord-cadre est alloti comme suit :

Acheminement et fourniture de gaz naturel

LOT 1	Acheminement et fourniture de gaz naturel pour les points de livraison sur le périmètre du gestionnaire de réseau de distribution GRDF.
--------------	---

Acheminement et fourniture d'électricité

LOT 2	Acheminement et fourniture d'électricité pour les points de livraison relevant des segments tarifaires de distribution C2, C3, C4 et C5 sur le périmètre des gestionnaires de réseau de distribution ENEDIS et Synelva (3 points de livraison C4).
--------------	--

3.3 Pièces constitutives de l'accord cadre

3.3.1 Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, l'accord-cadre est constitué, pour chaque lot, par les documents contractuels énumérés ci-après par ordre de priorité décroissante :

- 1) L'acte d'engagement de l'accord-cadre et son annexe : liste des membres et des comptables assignataires.
- 2) Le présent cahier des clauses particulières (CCP) et les annexes suivantes pour chaque lot :

Pour les lots 1 et 2	Annexe 1.a	• Contenu de la facture groupée
	Annexe 1.b	• Contenu de la facture détaillée

- 3) Les ordres de service et demandes de prise de position établis selon les modèles figurant dans les annexes suivantes au présent CCP selon les lots :

LOT 1 - Acheminement et fourniture de gaz naturel

Annexe 2	Modèles d'ordres de service : Modèle 1 : Modèle d'ordre de service pour le rattachement d'un point de livraison Modèle 2 : Modèle d'ordre de service pour le détachement d'un point de livraison
Annexe 3	Modèle de formulaire de prise de position : Modèle 1 : Demande de prise de position en OTC avec mandat à prix d'intérêt Modèle 2 : Demande de prise de position en clôture

LOT 2 - Acheminement et fourniture d'électricité

Annexe 2	Modèles d'ordres de service : Modèle 1 : Modèle d'ordre de service pour le rattachement d'un point de livraison Modèle 2 : Modèle d'ordre de service pour le rattachement d'un point de livraison provisoire Modèle 3 : Modèle d'ordre de service pour le détachement d'un point de livraison
Annexe 3	Modèles de demande de prise de position : Modèle 1 : Demande de prise de position en OTC avec mandat à prix d'intérêt Modèle 2 : Demande de prise de position en clôture

- 4) Le mémoire du titulaire complété suivant le cadre de réponse de l'accord-cadre.
- 5) Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) de l'accord-cadre.
- 6) Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services, en vigueur le jour du lancement de la consultation.

Les documents conservés dans les archives du coordonnateur font seuls foi.

3.3.2 Documents non contractuels

- Les annexes au règlement de la consultation :

Annexe 1	<ul style="list-style-type: none"> La liste indicative des points de livraison et des données techniques associées pour chaque lot.
Annexe 2	<ul style="list-style-type: none"> Le cadre de réponse pour chaque lot.

- Le Détail Quantitatif Estimatif (DQE) associé au Bordereau des Prix Unitaires (BPU) de l'accord-cadre de chaque lot.

3.4 Périmètre de l'accord-cadre

Une convention constitutive du groupement de commandes est conclue entre les membres du groupement, conformément aux dispositions de l'article L2113-6 du Code de la commande publique.

La liste des membres du groupement prenant part à la présente consultation figure en annexe 1 de l'acte d'engagement de l'accord-cadre.

3.5 Durée de l'accord cadre

L'accord-cadre est conclu avec les titulaires à compter de sa notification et jusqu'au 31 décembre 2028 inclus.

4 LES MARCHES SUBSEQUENTS

4.1 Lieux d'exécution des prestations

Les lieux d'exécution des prestations d'acheminement et de fourniture d'électricité et de gaz naturel sont les adresses des points de livraison des membres du groupement.

4.2 Quantités

Le volume indicatif de points de livraison concerné par le premier marché subséquent de chaque lot et les consommations annuelles estimées, telles que connues au stade de l'accord-cadre, sont les suivantes :

LOT 1 - Acheminement et fourniture de gaz naturel

Profils	Nombre de points de livraison	Consommation annuelle estimée
P011	93	125 MWh
P012	787	47 832 MWh
P013	3	490 MWh
P014	0	0 MWh
P015	2	658 MWh
P016	29	18 220 MWh
P017	16	6 787 MWh
P018	45	13 884 MWh
P019	21	7 463 MWh
TOTAL LOT 1	996	95 460 MWh

LOT 2 - Acheminement et fourniture d'électricité

Segments tarifaires	GRD	Nombre de points de livraison indicatif	Consommation annuelle indicative
C2	ENEDIS	86	16 275 MWh
C3		0	0 MWh
C4		736	46 990 MWh
C5 – Bâtiments/équipements		4824	30 616 MWh
C5 – Eclairage public et assimilés		4345	15 562 MWh
TOTAL GRDF Enedis :		9991	109 443 MWh
C4	Synelva	3	133 MWh
TOTAL GRD Synelva :		3	133 MWh
TOTAL LOT 2		9994	109 576 MWh

Pour chaque lot, la liste indicative de ces points de livraison à la date de publication de l'accord-cadre est fournie en annexe 1 du règlement de la consultation.

Une mise à jour de la liste des points de livraison et des informations associées figurera dans les pièces de la consultation permettant l'attribution du premier marché subséquent de chaque lot.

4.3 Flexibilité du périmètre

4.3.1 Seuil de flexibilité du périmètre des points de livraison

Comparativement au périmètre des points de livraison indiqués au stade de la consultation permettant l'attribution du marché subséquent, les membres ont la possibilité de rattacher des nouveaux points de livraison de même nature ou de détacher des points de livraison existants dans une limite de **plus ou moins (±) 10 %** du cumul des consommations annuelles de référence de chaque point de livraison mentionné en annexe de l'acte d'engagement du marché subséquent.

Ainsi, pendant la durée d'exécution d'un marché subséquent, **le cumul de la consommation annuelle de référence de chaque point de livraison rattaché ou détaché** doit respecter les conditions suivantes :

Borne haute	<ul style="list-style-type: none"> être inférieur à 110% (borne haute) du cumul des Consommations Annuelles de Référence (CAR) de chaque point de livraison mentionné en annexe de l'acte d'engagement du marché subséquent
Borne basse	<ul style="list-style-type: none"> être supérieur à 90% (borne basse) du cumul des Consommations Annuelles de Référence (CAR) de chaque point de livraison mentionné en annexe de l'acte d'engagement du marché subséquent

4.3.2 Modalités de détermination du seuil de flexibilité du périmètre des points de livraison

Dans le cas du LOT 2 (Acheminement et fourniture d'électricité) :

- les branchements provisoires sont pris en compte dans la détermination du cumul de la consommation annuelle de référence de chaque point de livraison rattaché ou détaché ;

- les points de livraison associés au périmètre du GRD Synelva ne peuvent faire l'objet d'aucun rattachement en cours d'exécution d'un marché subséquent.

Les consommations de référence prises en compte pour déterminer la flexibilité du périmètre sont les suivantes selon les lots :

LOT 1 - Acheminement et fourniture de gaz naturel

Dans le cas d'un rattachement :	<ul style="list-style-type: none"> • la Consommation Annuelle de Référence (CAR) déterminée par le Gestionnaire du Réseau de Distribution et en vigueur le jour du rattachement du point de livraison figurant dans l'ordre de service établi par le membre et validé par le titulaire du marché subséquent ; • pour les points de livraison faisant l'objet d'une nouvelle mise en service, la Consommation Annuelle de Référence (CAR) figurant dans l'ordre de service établi par le membre et validé par le titulaire du marché subséquent.
Dans le cas d'un détachement :	<ul style="list-style-type: none"> • la Consommation Annuelle de Référence (CAR) déterminée par le Gestionnaire du Réseau de Distribution et en vigueur le jour du détachement du point de livraison figurant dans l'ordre de service établi par le membre et validé par le titulaire du marché subséquent.

LOT 2 - Acheminement et fourniture d'électricité

Dans le cas d'un rattachement :	<ul style="list-style-type: none"> • la consommation annuelle de référence prévisionnelle déterminée par le Gestionnaire du Réseau de Distribution et en vigueur le jour du rattachement du point de livraison figurant dans l'ordre de service établi par le membre et validé par le titulaire du marché subséquent ; • pour les points de livraison faisant l'objet d'une nouvelle mise en service, la consommation annuelle de référence prévisionnelle figurant dans l'ordre de service établi par le membre et validé par le titulaire du marché subséquent.
Dans le cas d'un détachement :	<ul style="list-style-type: none"> • la consommation annuelle de référence prévisionnelle déterminée par le Gestionnaire du Réseau de Distribution et en vigueur le jour du détachement du point de livraison figurant dans l'ordre de service.

Dans la mesure où les conditions précitées ne seraient pas remplies :

- le rattachement de nouveaux points de livraison fera l'objet, soit d'un avenant dans les conditions précisées à l'article 5.5.2, soit d'une consultation par un nouveau marché subséquent ;
- le détachement de nouveaux points de livraison fera l'objet d'un avenant dans les conditions précisées à l'article 5.5.2.

Dans les limites précisées ci-dessus :

- comparativement au périmètre des points de livraison figurant en annexe de l'acte d'engagement du marché subséquent, toute demande de rattachement ou de détachement de points de livraison est formalisée par un ordre de service établi par le membre dans les conditions précisées à l'article 16.4.1 ;
- les nouveaux points de livraison seront rattachés aux marchés subséquents en cours d'exécution aux mêmes conditions de prix, de prestations et de services associés à la fourniture que celles définies au présent CCP, dans les conditions prévues aux articles 16.2 et 16.4.1. Ces nouveaux points de livraison doivent être desservis en gaz naturel (**LOT 1**) ou en électricité (**LOT 2**) par le même Gestionnaire du Réseau de Distribution que celui du périmètre initial du marché subséquent et relever des mêmes segments tarifaires de distribution que ceux prévus à l'article 5.2.1.2.
- le détachement des points de livraison existants ne peut s'opérer que dans les conditions prévues aux articles 16.3 et 16.4.1.

Pour rappel, en cas d'évolution statutaire ou de transfert de compétence entre collectivités, il est

rappelé que le périmètre du marché n'est pas modifié ; les droits et obligations du marché subséquent en cours demeurent inchangés, tel que prévu à l'article 16.1.

Tout détachement de point de livraison qui ne respecterait pas les conditions du présent marché ouvre droit à indemnisation du titulaire du marché subséquent par le membre concerné. Le coordonnateur du groupement assure le rôle de conciliateur et de médiateur (y compris pour l'appréciation et la détermination du montant de l'indemnisation du préjudice avéré subi par le titulaire du marché subséquent).

4.3.3 Bilan de flexibilité du périmètre des points de livraison

Le titulaire du marché subséquent concerné devra se rapprocher du coordonnateur dès que le seuil de flexibilité (à la hausse ou à la baisse) atteint 8%. Un bilan de flexibilité sera alors partagé entre le titulaire et le coordonnateur sur la base du fichier périmètre prévu à l'article 21.1 faisant apparaître à minima :

- le périmètre initial des points de livraison, tel que figurant annexe 1 de l'acte d'engagement du marché subséquent concerné ;
- le périmètre des points de livraison rattachés et détachés par les membres postérieurement à l'attribution du marché subséquent concerné. Le titulaire du marché devra a minima faire figurer :
 - la date effective de rattachement ou de détachement (les dates de rattachement et de détachement dans le cas des branchements provisoires) de chaque point de livraison ;
 - les consommations annuelles de référence (horosaisonniers dans le cas du **LOT 2**) prises en compte pour chaque point de livraison ;
 - le solde de la flexibilité (cumul des volumes rattachés et détachés sur la période examinée rapporté à la consommation de référence du marché subséquent).

Au-delà des seuils de 8%, un bilan de flexibilité est réalisé entre le coordonnateur et le titulaire à une fréquence convenue entre les parties (a minima mensuel).

Le titulaire du marché subséquent concerné s'engage à communiquer au coordonnateur tous les éléments utiles permettant d'évaluer et de justifier le niveau de la flexibilité du périmètre.

4.3.4 Atteinte du seuil de flexibilité

Préalablement à l'atteinte du seuil de flexibilité, le coordonnateur du groupement et le titulaire se rapprocheront dans les conditions prévues à l'article 5.5.2.

4.4 Engagement de consommation

Les membres du groupement ne sont soumis à aucun engagement de consommation sur la durée des marchés subséquents.

4.5 Durée des marchés subséquents et période d'exécution des prestations

Les marchés subséquents entrent en vigueur à la date de leur notification au titulaire et jusqu'au 31 décembre 2028 inclus.

Dans la limite fixée à l'article 4.3.1, la période d'exécution des prestations pour le 1^{er} marché subséquent de chaque lot est la suivante :

Début d'exécution des prestations	Fin d'exécution des prestations
<p>du 1^{er} janvier 2026 inclus ou à une date postérieure fixée pour chaque point de livraison :</p> <ul style="list-style-type: none"> soit en annexe de l'acte d'engagement du marché subséquent (colonne « Date de rattachement »), soit en cas de rattachement en cours d'exécution d'un marché subséquent en application des dispositions de l'article 16.2. 	<ul style="list-style-type: none"> soit totalement, à la fin du marché subséquent (c'est-à-dire le 31 décembre 2028 inclus) soit partiellement, en cas de détachement anticipé d'un point de livraison en application de l'article 16.3. <p>Dans le cas des branchements provisoires du LOT 2, les prestations s'exécutent dans les mêmes conditions que celles figurant au présent CCP :</p> <ul style="list-style-type: none"> jusqu'au terme des prestations de fourniture défini pour chaque point de livraison provisoire ; sans dépasser les délais de raccordement fixés dans le catalogue des prestations annexes du GRD concernés.

L'acte d'engagement du marché subséquent mentionne également la date de début d'exécution des prestations. Le décalage entre la date de notification du marché subséquent et celle de début des prestations tient notamment compte des délais inhérents à la procédure de changement de fournisseur qui inclut en particulier l'ensemble des démarches du titulaire envers les membres et les Gestionnaires des Réseaux de Distribution (GRD).

4.6 Pièces constitutives des marchés subséquents

4.6.1 Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les marchés subséquents sont constitués par les documents contractuels énumérés ci-après par ordre de priorité décroissante :

- 1) L'acte d'engagement du marché subséquent et ses annexes et les avenants éventuels du marché subséquent,
- 2) Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) du lot concerné,
- 3) Le Cahier des Clauses Spécifiques (CCS) et ses annexes éventuelles,
- 4) Les pièces de l'accord-cadre mentionnées à l'article 3.3.1 du CCP de l'accord-cadre,
- 5) Le (ou les) contrat(s) et l'ensemble de leurs annexes signées entre le GRD et le titulaire, à l'exception des clauses qui seraient contraires au Code de la commande publique et aux stipulations du CCP commun. Ces pièces, bien que non jointes au dossier de consultation sont, de fait, réputées connues des titulaires.

Les documents conservés dans les archives du coordonnateur font seuls foi.

4.6.2 Pièces non contractuelles

Le Détail Quantitatif Estimatif (DQE) associé au Bordereau des Prix Unitaires (BPU) du lot concerné.

4.7 Procédure de remise des offres et jugements des offres

4.7.1 Procédure de remise des offres

La mise en concurrence relative à la passation des marchés subséquents est organisée conformément au 1° de l'article R2162-10 du Code de la commande publique. Les marchés subséquents seront attribués après mise en concurrence des titulaires de l'accord-cadre.

Lors de la passation du premier marché subséquent, le coordonnateur invite l'interlocuteur désigné par chaque titulaire de l'accord-cadre à remettre une offre via la plateforme de dématérialisation du coordonnateur (<https://www.achatpublic.com/>).

Contenu du dossier de consultation	<p>Le dossier de consultation communiqué par le coordonnateur comportera à minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La lettre de la consultation • Le Cahier des Clauses Spécifiques (CCS) des marchés subséquents • L'acte d'engagement (de chaque lot) et ses annexes : <ul style="list-style-type: none"> - La liste des points de livraison et des données techniques associées. - Les données brutes de consommation (de chaque lot) des points de livraison telles que produites par les GRD. - Les courbes de charge des points de livraison relevant des segments tarifaires de distribution C2 (LOT 2). • Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) de chaque lot et le détail Quantitatif Estimatif (DQE) associé.
Délai de consultation	<p>Dans la mesure du possible, un délai d'au moins quinze (15) jours calendaires est laissé aux titulaires de l'accord-cadre entre la date de lancement du marché subséquent et la date limite de réception des offres.</p>
Délai de validité des offres	<p>Le jour de remise des offres ne sera pas un lundi. L'heure limite de réception des offres ne pourra pas être antérieure à 13h00.</p> <p>A compter de la date et heure limites de réception, les offres auront une durée de validité de deux (2) heures maximum.</p> <p>Les titulaires de l'accord-cadre sont informés par le coordonnateur, au plus tard le même jour deux (2) heures après la date limite de remise des offres et au plus tard à 16h30, de l'acceptation ou du rejet de leur offre.</p>

4.7.2 Présentation des offres

Les offres remises dans le cadre des marchés subséquents se composent des éléments suivants :

- l'acte d'engagement dûment complété (et signé électroniquement).
- le bordereau des prix complété (et signé électroniquement) et du DQE associé.

4.7.3 Critères de sélection des offres des marchés subséquents

Pour chaque lot, au stade des marchés subséquents, l'offre économiquement la plus avantageuse sera attribuée au regard des critères relatifs à la valeur technique et la valeur économique.

Une note globale **NG** est attribuée à chaque titulaire de l'accord-cadre selon les modalités suivantes :

$NG = \frac{(25 \times NT) + (75 \times NE)}{100}$	
Où :	
NG	désigne la note globale (notée sur 100 points) attribuée à chaque titulaire de l'accord-cadre.
NT	désigne la note technique de l'offre constituée par la reprise de la note technique de l'accord-cadre NT_{AC} (notée sur 100 points) obtenue par les titulaires de l'accord-cadre au stade de l'attribution de ce dernier.
NE	désigne la note économique (notée sur 100 points) attribuée aux titulaires de l'accord-cadre au stade des marchés subséquents selon la formule suivante : $NE = 100 \times \left(\frac{VE \text{ la plus basse}}{VE \text{ proposée}} \right)$ <p>Où VE désigne la valeur économique de l'offre de chaque titulaire de l'accord-cadre appréciée au regard du montant global figurant au Détail Quantitatif Estimatif (DQE) déterminé selon les modalités ci-dessous :</p>

La valeur économique de l'offre **VE** figurant au Détail Quantitatif Estimatif (DQE) est déterminée selon la formule suivante selon les lots :

LOT 1 - Acheminement et fourniture de gaz naturel

$VE = \sum_{AL=1}^n [(P_{FAL} + P_{CEEAL}) \times Q_{FAL} + (P_{GOAL} \times Q_{GOAL})]$		
Où :		
VE		désigne la valeur économique d'une offre en € hors toutes taxes et contributions et hors coûts liés à l'acheminement.
AL		désigne chacun des n année de livraison.
P_F	en €/MWh	Les prix unitaires de fourniture de gaz naturel tels que décrits à l'article 5.2.1.3.1
P_{CEE}	en €/MWh	Le prix unitaire associé aux obligations d'économies d'énergie déterminé par application de la formule définie à l'article 5.2.4.2
Q_F	en MWh	Cumul des Consommations Annuelles de Référence de l'ensemble des points de livraison prenant part à la consultation
P_{GO}	en €/MWh	Les prix unitaires associés aux garanties d'origine tels que décrits à l'article 5.2.2.
Q_{GO}	en MWh	Cumul des Consommations Annuelles de Référence des points de livraison auxquels sont associés de certificats de Garantie d'Origine tel que prévu à l'article 5.2.2.2.

LOT 2 - Acheminement et fourniture d'électricité

$VE = \sum_{AL=1}^n \left[\sum_{h=1}^m [(P_F(h)_{AL} + P_C(h)_{AL}) \times Q_F(h)_{AL}] + (P_{CEE_{AL}} \times Q_{F_{AL}}) + (P_{GO_{AL}} \times Q_{GO_{AL}}) \right]$		
Où		
VE	désigne la valeur économique d'une offre en € hors toutes taxes et contributions et hors coûts liés à l'acheminement.	
h	Désigne chacune des m structures de différenciation (horosaisons) des prix telles que définies aux articles 5.2.1.2 et 5.2.3.1.	
AL	désigne chacune des n année de livraison.	
P_F	en €/MWh	Les prix unitaires de fourniture d'électricité tels que décrits à l'article 5.2.1.3.2.
P_C	en €/MWh	Les prix unitaires associés au mécanisme de capacité tels que décrits à l'article 5.2.3.2
P_{CEE}	en €/MWh	Les prix unitaires associés aux obligations d'économies d'énergie déterminés par application de la formule définie à l'article 5.2.4.2.
Q_F	en MWh	Cumul des Consommations Annuelles de Référence de l'ensemble des points de livraison prenant part à la consultation
P_{GO}	en €/MWh	Les prix unitaires associés aux garanties d'origine tels que décrits à l'article 5.2.2.
Q_{GO}	en MWh	Cumul des Consommations Annuelles de Référence des points de livraison auxquels sont associés de certificats de Garantie d'Origine tel que prévu à l'article 5.2.2.2.

Ces formules utilisées pour la détermination de la valeur économique **VE** de chaque offre dépendra des choix du coordonnateur sur le mode de détermination des prix (aux conditions économiques du jour de la remise des offres et/ou par opérations de couverture) conformément aux possibilités définies à l'article 5.2.1.3 et qui figureront dans la lettre de consultation des marchés subséquents.

Pour chaque lot, l'ensemble des scénarios et des valeurs de référence pris en compte par le coordonnateur au sein du Détail Quantitatif Estimatif (DQE) sont précisés dans la lettre de consultation des marchés publics subséquents.

5 Prix des marchés subséquents

5.1 Contenu des prix

Par dérogation à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, les prix facturés se composent des éléments suivants :

Les prix de la fourniture de gaz naturel (LOT 1) et d'électricité (LOT 2) figurant au bordereau des prix unitaires du marché subséquent concerné.	Article 5.2.1
---	---------------

Le surcoût associé aux garanties d'origine (LOT 1 ET 2) visées aux articles L445-3 (LOT 1) et L.314-14 (LOT 2) du Code de l'énergie.	Article 5.2.2
Le prix lié au mécanisme de capacité prévu aux articles L.335-1 et suivants du Code de l'énergie (LOT 2).	Article 5.2.3
Les coûts résultant pour le titulaire des obligations d'économies d'énergie visées aux articles L.221-1 et suivants du Code de l'énergie.	Article 5.2.4
Les tarifs d'acheminement : <ul style="list-style-type: none"> du gaz naturel (LOT 1) , conformément au tarif d'accès des tiers aux réseaux de transport (ATRT) et de distribution (ATRD) en vigueur. de l'électricité (LOT 2), conformément au tarif d'utilisation des réseaux de distribution d'électricité (TURPE) en vigueur. 	Article 5.2.5
Les prix des prestations annexes aux missions des Gestionnaires des Réseaux de Distribution (GRD) tels qu'ils figurent dans les catalogues de prestations de chaque GRD.	Article 5.2.7
Le prix proportionnel au soutirage physique des responsables d'équilibre selon les modalités approuvées par la Commission de Régulation de l'Energie (LOT 2).	Article 5.2.8
Les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents à l'assurance, au transport jusqu'au lieu de livraison.	Article 5.2.9 (taxes et contributions)

5.2 Structures, formes et détermination des prix

5.2.1 Les prix de la fourniture d'électricité et de gaz naturel

5.2.1.1 Contenu des prix de fourniture

Les prix de fourniture de gaz naturel (**LOT 1**) et d'électricité (**LOT 2**) figurant aux bordereaux des prix unitaires de chaque marché subséquent couvrent notamment les éléments suivants :

- les coûts de l'énergie pour la fourniture des points de livraison du lot concerné,
- les coûts liés aux obligations de stockage et à l'équilibrage des réseaux (**LOT 1**) et les coûts liés à la mission de responsable d'équilibre (**LOT 2**),
- les coûts liés à la réalisation de l'ensemble des prestations visées aux pièces du contrat

5.2.1.2 Structure des prix de fourniture

Les prix associés à la fourniture de gaz naturel et d'électricité prennent la forme de prix unitaires proportionnels à la consommation, sans termes fixes.

Selon les lots, ces prix unitaires de fourniture figurant au bordereau des prix unitaires sont structurés comme suit :

LOT 1 Acheminement et fourniture de gaz naturel pour les points de livraison sur le périmètre du gestionnaire de réseau de distribution GRDF		
<ul style="list-style-type: none"> Des prix unitaires proportionnels aux consommations P_F 		
<i>Application</i>	<ul style="list-style-type: none"> Au point de livraison Proportionnels aux quantités consommées. 	
<i>Unité</i>	<ul style="list-style-type: none"> Exprimé en €/MWh HTT 	

<i>Différenciation</i>	<ul style="list-style-type: none"> Sans différenciation Propre à chaque Année de Livraison (AL)
------------------------	--

LOT 2 Acheminement et fourniture d'électricité pour les points de livraison relevant des segments tarifaires de distribution C2, C3 et C4 sur le périmètre des gestionnaires de réseau de distribution ENEDIS et Synelva							
Pour les points de livraison C5 associés à des bâtiments et équipements	<ul style="list-style-type: none"> Des prix unitaires proportionnels aux consommations P_F <table> <tr> <td><i>Application</i></td><td> <ul style="list-style-type: none"> Au point de livraison Proportionnels aux quantités consommées </td></tr> <tr> <td><i>Unité</i></td><td> <ul style="list-style-type: none"> Exprimé en €/MWh HTT </td></tr> <tr> <td><i>Différenciation</i></td><td> <ul style="list-style-type: none"> Selon la différenciation temporelle h suivante : <ul style="list-style-type: none"> Base Heures Creuses/ Heures Pleines 4 classes temporelles (Heures Pleines de saison Haute, Heures Creuses de saison Haute, Heures Pleines de saison Basse et Heures Creuses de saison Basse), selon la définition locale de l'horosaisonnalité du GRD. Propre à chaque Année de Livraison (AL) </td></tr> </table>	<i>Application</i>	<ul style="list-style-type: none"> Au point de livraison Proportionnels aux quantités consommées 	<i>Unité</i>	<ul style="list-style-type: none"> Exprimé en €/MWh HTT 	<i>Différenciation</i>	<ul style="list-style-type: none"> Selon la différenciation temporelle h suivante : <ul style="list-style-type: none"> Base Heures Creuses/ Heures Pleines 4 classes temporelles (Heures Pleines de saison Haute, Heures Creuses de saison Haute, Heures Pleines de saison Basse et Heures Creuses de saison Basse), selon la définition locale de l'horosaisonnalité du GRD. Propre à chaque Année de Livraison (AL)
<i>Application</i>	<ul style="list-style-type: none"> Au point de livraison Proportionnels aux quantités consommées 						
<i>Unité</i>	<ul style="list-style-type: none"> Exprimé en €/MWh HTT 						
<i>Différenciation</i>	<ul style="list-style-type: none"> Selon la différenciation temporelle h suivante : <ul style="list-style-type: none"> Base Heures Creuses/ Heures Pleines 4 classes temporelles (Heures Pleines de saison Haute, Heures Creuses de saison Haute, Heures Pleines de saison Basse et Heures Creuses de saison Basse), selon la définition locale de l'horosaisonnalité du GRD. Propre à chaque Année de Livraison (AL) 						
Pour les points de livraison C5 associés à des installations d'éclairage public ou assimilés	<ul style="list-style-type: none"> Des prix unitaires proportionnels aux consommations P_F <table> <tr> <td><i>Application</i></td><td> <ul style="list-style-type: none"> Au point de livraison Proportionnels aux quantités consommées </td></tr> <tr> <td><i>Unité</i></td><td> <ul style="list-style-type: none"> Exprimé en €/MWh HTT </td></tr> <tr> <td><i>Différenciation</i></td><td> <ul style="list-style-type: none"> Sans différenciation Propre à chaque Année de Livraison (AL) </td></tr> </table>	<i>Application</i>	<ul style="list-style-type: none"> Au point de livraison Proportionnels aux quantités consommées 	<i>Unité</i>	<ul style="list-style-type: none"> Exprimé en €/MWh HTT 	<i>Différenciation</i>	<ul style="list-style-type: none"> Sans différenciation Propre à chaque Année de Livraison (AL)
<i>Application</i>	<ul style="list-style-type: none"> Au point de livraison Proportionnels aux quantités consommées 						
<i>Unité</i>	<ul style="list-style-type: none"> Exprimé en €/MWh HTT 						
<i>Différenciation</i>	<ul style="list-style-type: none"> Sans différenciation Propre à chaque Année de Livraison (AL) 						
Pour les points de livraison relevant des segments tarifaires de distribution C2, C3 et C4.	<ul style="list-style-type: none"> Des prix unitaires proportionnels aux consommations P_F <table> <tr> <td><i>Application</i></td><td> <ul style="list-style-type: none"> Au point de livraison Proportionnels aux quantités consommées </td></tr> <tr> <td><i>Unité</i></td><td> <ul style="list-style-type: none"> Exprimé en €/MWh HTT </td></tr> <tr> <td><i>Différenciation</i></td><td> <ul style="list-style-type: none"> Selon la différenciation temporelle h par horosaison selon la définition locale de l'horosaisonnalité du GRD. Propre à chaque Année de Livraison (AL) </td></tr> </table>	<i>Application</i>	<ul style="list-style-type: none"> Au point de livraison Proportionnels aux quantités consommées 	<i>Unité</i>	<ul style="list-style-type: none"> Exprimé en €/MWh HTT 	<i>Différenciation</i>	<ul style="list-style-type: none"> Selon la différenciation temporelle h par horosaison selon la définition locale de l'horosaisonnalité du GRD. Propre à chaque Année de Livraison (AL)
<i>Application</i>	<ul style="list-style-type: none"> Au point de livraison Proportionnels aux quantités consommées 						
<i>Unité</i>	<ul style="list-style-type: none"> Exprimé en €/MWh HTT 						
<i>Différenciation</i>	<ul style="list-style-type: none"> Selon la différenciation temporelle h par horosaison selon la définition locale de l'horosaisonnalité du GRD. Propre à chaque Année de Livraison (AL) 						

5.2.1.3 Détermination des prix de fourniture

5.2.1.3.1 Les prix unitaires de fourniture de gaz naturel proportionnels aux consommations (LOT 1)

Tel qu'il sera précisé dans les documents de la consultation des marchés subséquents, les prix unitaires de fourniture de gaz naturel proportionnels aux consommations et figurant au bordereau des prix unitaires sont déterminés, pour chaque Année de Livraison **AL** :

- soit aux conditions économiques du jour de la remise des offres ;
- soit par un mode de détermination des prix basé sur des opérations de couverture (achats fragmentés par prises de positions) ;
- selon les structures de prix définies à l'article 5.2.1.2.

Dans le cas d'un mode de détermination des prix unitaires aux conditions économiques du jour de la remise des offres :

Les prix unitaires de fourniture P_F sont complétés au bordereau des prix unitaires par les titulaires de l'accord-cadre pour chaque Année de Livraison AL concernée.

Dans le cas d'un mode de détermination des prix unitaires basé sur des opérations de couverture (achats fragmentés par prises de positions) :

Les prix unitaires de fourniture P_F sont déterminés pour chaque Année de Livraison AL concernée sur la base de la formule suivante :

$P_F = G + C$			
Où :			
P_F	en €/MWh	Prix unitaire de fourniture proportionnelle aux quantités consommées	Déterminé après notification du marché et calculé après l'achèvement des opérations de couverture (prises de positions)
C	en €/MWh	Prix unitaire comprenant les coûts de gestion, les provisions pour risques et la marge du titulaire du marché subséquent	Complété par les titulaires de l'accord-cadre au bordereau des prix du marché subséquent
G	en €/MWh	Moyenne pondérée des prises de position du produit PEG.	
Avec :			
$G = PEG + pg$			
PEG	en €/MWh	Prix unitaire du produit PEG	Prix de règlement (Settlement Price) publié en clôture par Pownext sur le produit Calendar PEG French future <i>ou</i> Prix en OTC (Over The Counter).
pg	en €/MWh	$pg = 0$ dans le cas d'une prise de position en OTC $pg > 0$ dans le cas d'une prise de position au prix de clôture du produit PEG	Complété par les titulaires de l'accord-cadre au bordereau des prix du marché subséquent

Pour année de livraison AL donnée, le prix moyen pondéré G défini ci-dessus est obtenu à l'issu d'opérations de couverture par prises de position selon les modalités suivantes :

Cadre général des prises de position

- Les demandes de prises de position du coordonnateur (achat) sont adressées par mail au titulaire sous la forme de demandes formelles selon les modèles figurant en annexe 3. Ces modèles sont :
 - différenciés selon les options de demande (suivi d'intérêt, OTC/Settlement),
 - susceptibles de faire l'objet d'adaptations avec le titulaire du marché subséquent,
 - adressés au titulaire dans un délai ne pouvant pas excéder 48h00 à compter de l'affermissement de chaque prise de position.

- Les positions sont prises par le titulaire du marché subséquent concerné.
- Les prises de positions :
 - sont différenciées par année de livraison **AL** ; considérant que chaque prise de position peut concerner une ou plusieurs années de livraison **AL**. Néanmoins, les prises de position d'une année de livraison **AL** donnée ne pourront être mises en œuvre par le coordonnateur auprès du titulaire qu'au cours des années **AL-3** à **AL-1** ;
 - peuvent concerner une ou plusieurs années de livraison **AL** simultanément ;
 - permettent de couvrir les besoins relatifs au marché subséquent concerné. Elles ne peuvent avoir lieu qu'entre la notification du marché subséquent au titulaire concerné et le 10 décembre précédent l'année de livraison **AL**.
- En cas d'inachèvement des prises de position, c'est-à-dire si 100% des besoins d'une année de livraison **AL** donnée n'a pas été couvert par le coordonnateur, le titulaire du marché subséquent concerné prend position au plus tard le 10 décembre de l'année de livraison **AL-1** du produit concerné, au prix de clôture, pour la part non couverte.
- Dans le cas d'une demande de prise de position conduisant par erreur à une sur-couverture du produit PEG (c'est-à-dire si les besoins du produit PEG d'une année de livraison **AL** donnée ont été couverts à plus de 100%), le titulaire sera en droit de ne pas prendre en compte cette demande, si et seulement si, il en informe au préalable le coordonnateur afin qu'il modifie sa demande.
Néanmoins, dans le cas d'une erreur de sur-couverture, les parties conviennent des modalités de réalisation d'une opération de revente de la part excédentaire du produit concerné avant le 10 décembre précédent l'année de livraison **AL**.
- Les prises de position sont associées à des volumes de gaz naturel exprimés en pourcentage du produit **PEG**. Ce formalisme (en %) permet au coordonnateur de s'affranchir des contraintes liées à l'évolution des quantités consommées d'une année à l'autre. Ainsi, chaque prise de position :
 - équivaut à une fraction du volume annuel de référence figurant au Cahier des Clauses Spécifiques (CCS) du marché subséquent concerné ;
 - ne peut pas concerner un volume annuel de référence inférieur à 10 GWh.
- Pour une année de livraison **AL** donnée, le tableau suivant détermine le nombre maximal de prises de position :

Produit	Nbr maximal de prises de position
Calendar PEG French future	4

- **Cas des prises de position en OTC** : le coordonnateur peut recourir à une ou plusieurs prises de position en OTC pour couvrir la totalité des besoins selon les modalités suivantes :
 - Le coordonnateur envoie au titulaire par mail une demande de cotation.
 - Durée de validité de la proposition de cotation : variable selon les possibilités de cotations du titulaire du marché subséquent.
 - Le titulaire du marché subséquent adresse au coordonnateur par mail (ou communique avec le coordonnateur par téléphone) le(s) prix proposé(s) pour le(s) produit(s) concerné(s) et leur(s) durée(s) de validité. Dans ce(s) délai(s) de validité, le coordonnateur affermit ou non la proposition du titulaire par retour de mail.
 - Le coordonnateur peut également mandater le titulaire d'un prix d'intérêt (en €/MWh). Dans ce cas de figure :

- si le prix du produit concerné est au moins égal (inférieur ou égal) au prix d'intérêt du produit correspondant, le titulaire informe le coordonnateur par mail (ou par téléphone) du (des) prix atteint(s) pour le(s) produit(s) concerné(s) et leur(s) durée(s) de validité ;
 - dans ce délai de validité, le coordonnateur affermit ou non la proposition du titulaire par retour de mail.
- Si le volume disponible au prix proposé ou au prix d'intérêt d'un produit donné est inférieur au volume souhaité par le coordonnateur, le titulaire du marché subséquent informe le coordonnateur par retour de mail (ou par téléphone) de ce volume disponible. Le coordonnateur affermit ou non la proposition du titulaire par retour de mail et pour le volume proposé.
 - Prix de référence : Calendar PEG French future.
 - Volumes : pourcentage du volume annuel de référence figurant au Cahier des Clauses Spécifiques (CCS) du marché subséquent concerné.
- **Cas des prises de position au SETTLEMENT** : le coordonnateur souhaite conserver la faculté de recourir à des prises de position au prix de compensation (settlement) pour couvrir les besoins des membres. Le titulaire du marché subséquent précise dans son mémoire technique s'il ouvre cette possibilité. Les modalités suivantes s'appliquent :
 - Le coordonnateur envoie au titulaire concerné par mail une demande de prise de position du produit **PEG** avant 13h30.
 - Durée de validité de la demande : le jour de la demande.
 - Prix de référence : prix de clôture (Settlement Price des produits PEG Calendar French Futures) publiés par EEX), du jour de la demande.
 - Volumes : pourcentage du volume annuel de référence figurant au Cahier des Clauses Spécifiques (CCS) du marché subséquent concerné.
 - Le titulaire ne peut pas prétendre à une impossibilité de mise en œuvre des demandes de prise de position du coordonnateur dès lorsqu'elles concernent un prix de clôture.

5.2.1.3.2 Les prix unitaires de fourniture d'électricité proportionnels aux consommations (LOT 2)

Tel qu'il sera précisé dans les documents de la consultation des marchés subséquents, les prix unitaires de fourniture de gaz naturel proportionnels aux consommations et figurant au bordereau des prix unitaires sont déterminés, pour chaque Année de Livraison **AL** :

- soit aux conditions économiques du jour de la remise des offres ;
- soit par un mode de détermination des prix basé sur des opérations de couverture (achats fragmentés par prises de positions) ;
- selon les structures de prix définies à l'article 5.2.1.2.

Si le choix du coordonnateur est de recourir à un mode de détermination des prix unitaires aux conditions économiques du jour de la remise des offres :

Les prix unitaires de fourniture **P_F (h)** sont complétés au bordereau des prix unitaires par les titulaires de l'accord-cadre :

- pour chaque Année de Livraison **AL** concernée ;
- pour chaque segment tarifaire de distribution (C2, C3, C4 et C5) concerné ;
- pour chaque structure de différenciation tarifaire de fourniture **h**.

Si le choix du coordonnateur est de recourir à un mode de détermination des prix unitaires basé sur des opérations de couverture (achats fragmentés par prises de positions) :

Les prix unitaires de fourniture $P_F(h)$ sont déterminés :

- pour chaque structure de différenciation tarifaire de fourniture h ;
- pour chaque segment tarifaire de distribution (C2, C3, C4 et C5) concerné par le lot ;

Cas particulier du segment tarifaire de distribution C5 : les prix unitaires de fourniture sont déterminés distinctement entre :

- les points de livraison associés à des bâtiments et équipements d'une part,
- les points de livraison associés à des installations d'éclairage public et assimilés d'autre part ;
- pour chaque Année de Livraison AL concernée ;
- sur la base de la formule suivante :

$P_F(h) = \alpha(h) \times a + \gamma(h) \times b + C(h)$				
Où :				
$P_F(h)$	en €/MWh	Prix unitaire de fourniture proportionnelle aux quantités consommées	Déterminé après notification du marché et calculé après l'achèvement des opérations de couverture (prises de positions)	
h	Sans dimension	Structure de différenciation (horosaisonnalité) des prix de fourniture telle que définie à l'article 4.2.1.2.		
C	en €/MWh	Prix unitaire comprenant les coûts de gestion, les provisions pour risques et la marge du titulaire du marché subséquent	Complété par les titulaires de l'accord-cadre au bordereau des prix unitaires du marché subséquent concerné	
α et γ	Sans dimension	Coefficients invariables applicables aux prix pondérés issus des prises de position		
a	en €/MWh	Moyenne pondérée des prises de position du produit en base pour un approvisionnement au prix de marché		
Avec :				
$a = base + bs$				
$base$	en €/MWh	Prix unitaire en produit base	Prix de règlement (Settlement Price) publié en clôture par EEX sur le produit Calendar Baseload French future ou Prix en OTC (Over The Counter).	
bs	en €/MWh	$bs = 0$ dans le cas d'une prise de position en OTC $bs > 0$ dans le cas d'une prise de position au prix de clôture du produit Calendar Baseload	Complété par les titulaires de l'accord-cadre au bordereau des prix du marché subséquent	
b	en €/MWh	Moyenne pondérée des prises de position du produit en pointe pour un approvisionnement au prix de marché		

Avec :		b = Peak + pt	
Peak	en €/MWh	Prix unitaire en produit pointe	Prix de règlement (Settlement Price) publié en clôture par EEX sur le produit Calendar Peakload French future <i>ou</i> Prix en OTC (Over The Counter).
pt	en €/MWh	pt = 0 dans le cas d'une prise de position en OTC pt > 0 dans le cas d'une prise de position au prix de clôture du produit Calendar Peakload	Complété par les titulaires de l'accord-cadre au bordereau des prix du marché subséquent

Les prix moyens pondérés **a** et **b** définis ci-dessus sont obtenus à l'issue d'opérations de couverture par prises de positions (opérations d'achat) selon les modalités suivantes :

Cadre général des prises de position

- Les demandes de prises de position du coordonnateur (achat) sont adressées par mail au titulaire sous la forme de demandes formelles selon les modèles figurant en annexe 3. Ces modèles sont :
 - différenciés selon les options de demande (suivi d'intérêt, OTC/Settlement),
 - susceptibles de faire l'objet d'adaptations avec le titulaire du marché subséquent,
 - adressés au titulaire dans un délai ne pouvant pas excéder 48h00 à compter de l'affermissement de chaque prise de position.
- Les positions sont prises par le titulaire du marché subséquent concerné.
- Les prises de positions :
 - sont différenciées par année de livraison **AL** ; considérant que chaque prise de position peut concerner une ou plusieurs années de livraison **AL**. Néanmoins, les prises de position d'une année de livraison **AL** donnée ne pourront être mises en œuvre par le coordonnateur auprès du titulaire qu'au cours des années **AL-3** à **AL-1** ;
 - peuvent concerner le produit base et le produit pointe (simultanément ou séparément) d'une ou plusieurs années de livraison **AL** ;
 - permettent de couvrir les besoins relatifs au marché subséquent concerné. Elles ne peuvent avoir lieu qu'entre la notification du marché subséquent au titulaire concerné et le 10 décembre précédent l'année de livraison **AL**.
- En cas d'inachèvement des prises de position, c'est-à-dire si 100% des besoins d'une année de livraison **AL** donnée n'a pas été couvert par le coordonnateur, le titulaire du marché subséquent concerné prend position au plus tard le 10 décembre de l'année de livraison **AL-1** du produit concerné, au prix de clôture (base et/ou pointe), pour la part du produit **a** et **b** non couverte.
- Les prises de position sont associées à des volumes d'électricité exprimés en pourcentage des produits **a** et **b**. Ce formalisme (en %) permet au coordonnateur de s'affranchir des contraintes liées à l'évolution des quantités consommées d'une année à l'autre. Ainsi, chaque prise de position :
 - équivalait à une fraction du volume annuel de référence figurant au Cahier des Clauses Spécifiques (CCS) du marché subséquent concerné ;

- ne peut pas concerner, pour un produit donné, un volume annuel de référence inférieur à 1 MW.
- Pour une année de livraison **AL** donnée, le tableau suivant détermine, pour chaque produit, le nombre maximal de prises de position :

Produits		Nbr maximal de prises de position
Base	Calendar Baseload French future	6
Pointe	Calendar Peakload French future	3

- **Cas des prises de position en OTC** : le coordonnateur peut recourir à une ou plusieurs prises de position en OTC pour couvrir la totalité des besoins selon les modalités suivantes :
 - Le coordonnateur envoie au titulaire par mail une demande de cotation.
 - Durée de validité de la proposition de cotation : variable selon les possibilités de cotations du titulaire du marché subséquent.
 - Le titulaire du marché subséquent adresse au coordonnateur par mail (et par téléphone) le(s) prix proposé(s) pour le(s) produit(s) concerné(s) et leur(s) durée(s) de validité. Dans ce(s) délai(s) de validité, le coordonnateur affermit ou non la proposition du titulaire par retour de mail.
 - Le coordonnateur peut également mandater le titulaire d'un prix cible d'intérêt (en €/MWh) pour un produit donné. Dans ce cas de figure :
 - si le prix du produit concerné est au moins égal (inférieur ou égal) au prix d'intérêt du produit correspondant, le titulaire informe le coordonnateur par mail (ou par téléphone) du (des) prix atteint(s) pour le(s) produit(s) concerné(s) et leur(s) durée(s) de validité ;
 - dans ce délai de validité, le coordonnateur affermit ou non la proposition du titulaire par retour de mail.
 - Si le volume disponible au prix proposé ou au prix d'intérêt d'un produit donné est inférieur au volume souhaité par le coordonnateur, le titulaire du marché subséquent informe le coordonnateur par retour de mail (ou par téléphone) de ce volume disponible. Le coordonnateur affermit ou non la proposition du titulaire par retour de mail et pour le volume proposé.
 - Prix de référence : prix en base (Calendar Baseload French future) et/ou en pointe (Calendar Peakload French future) pour le produit concerné (**a** et **b**)
 - Volumes : pourcentage du prix associé à chaque produit concerné (**a** et **b**).
- **Cas des prises de position au SETTLEMENT** : Selon les possibilités formalisées par le titulaire du marché subséquent dans son mémoire technique, le coordonnateur est susceptible de recourir à des prises de position au prix de compensation (settlement) pour couvrir la totalité des besoins selon les modalités suivantes :
 - Le coordonnateur envoie au titulaire concerné par mail une demande de prise de position du produit (**a₁**, **b** et **a**) avant 13h.
 - Durée de validité de la demande : le jour de la demande.
 - Prix de référence : prix de clôture (Settlement Price des produits Baseload et/ou Peakload French Power Futures publiés par EEX), du jour de la demande pour le produit concerné (**a** et **b**).
 - Volumes : pourcentage du prix associé à chaque produit concerné (**a** et **b**).
 - Le titulaire ne peut pas prétendre à une impossibilité de mise en œuvre des demandes de prise de position du coordonnateur dès lorsqu'elles concernent un prix de clôture.

5.2.1.4 Forme des prix de fourniture

Les prix unitaires de fourniture $P_F(h)$ figurant au bordereau des prix unitaires sont fermes au sens de l'article R2112-9 du Code de la commande publique.

5.2.2 Prix associés aux garanties d'origine (LOTS 1 ET 2)

5.2.2.1 Structure des prix associés aux garanties d'origine

Les prix unitaires associés aux garanties d'origine P_{GO} visées aux articles L445-3 (LOT 1) et L.314-14 (LOT 2) du Code de l'énergie prennent la forme d'un surcoût aux prix unitaires de la fourniture et sont structurés comme suit :

Application	<ul style="list-style-type: none"> Au(x) point(s) de livraison des membres ayant souhaité associer à leur consommation de gaz naturel (LOT 1) ou d'électricité (LOT 2) des certificats de garantie d'origine renouvelable. Proportionnels aux quantités consommées
Unité	<ul style="list-style-type: none"> Exprimé en €/MWh HTT
Différentiation	<ul style="list-style-type: none"> Propre à chaque Année de Livraison (AL)

5.2.2.2 Détermination des prix associés aux garanties d'origine

Les prix unitaires associés aux garanties d'origine P_{GO} est un surcoût déterminé pour chaque Année de Livraison **AL** selon les modalités suivantes :

P_{GO}	en €/MWh	Prix unitaire associé aux garanties d'origine	Complété par les titulaires de l'accord-cadre au bordereau des prix du marché subséquent
Volume cible de certificats de Garantie d'Origine			
<ul style="list-style-type: none"> Le coordonnateur a recensé les besoins des membres dès le stade de la publication de l'accord-cadre. Chaque membre a déterminé le(s) point(s) de livraison de son périmètre pour le(s)quel(s) il souhaiterait associer des certificats de Garanties d'Origine à 100% des consommations. Le coordonnateur additionne l'ensemble des volumes de chaque membre. Il détermine un volume global concerné par des certificats de garanties d'origines qu'il communique à titre indicatif et estimatif au stade de l'accord cadre, et qu'il communiquera aux titulaires de l'accord-cadre dans les documents de la consultation des marchés subséquents. Ces documents préciseront la liste des points de livraison concernés. 			
Dans le cas du lot 1, le volume cible annuel de certificats de garantie d'origine de biométhane ne pourra pas être supérieur à 2 GWh.			
<ul style="list-style-type: none"> Les points de livraison concernés engagent les membres du groupement concernés sur toute la période d'exécution des prestations de fourniture du marché subséquent concerné, à compter des dates de rattachement (ou de début d'application du surcoût) et jusqu'à la fin du marché ou jusqu'à la date de détachement de chaque point de livraison concerné (y compris dans le cas d'un détachement anticipé dont les conditions sont précisées à l'article 16.3). Pour chaque lot, au stade de la consultation de l'accord-cadre, le volume de points de livraison concerné par les garanties d'origine et les consommations annuelles estimées sont les suivants : 			

	Nombre de points de livraison	Consommation annuelle estimée
LOT 1	21	2 000 MWh
LOT 2	619	2 620 MWh

Attestation des garanties d'origine

L'origine renouvelable de l'électricité sera attestée par des certificats de garantie d'origine dans les conditions définies par les articles L445-3 (**LOT 1**) et L.314-14 (**LOT 2**) et suivants du Code de l'Energie et leurs textes d'application.

Les garanties d'origine délivrées dans d'autre Etats membres de l'Union Européenne peuvent également être utilisées.

A la fin de l'année de livraison et au plus tard le 31 mars de l'année qui suit l'année de livraison, le titulaire devra fournir :

- à chaque membre un certificat attestant des garanties d'origine correspondant au volume de consommation (en kWh) communiqué au marché subséquent.
- au coordonnateur les attestations du teneur de registre prouvant l'utilisation particulière des garanties d'origine pour le volume alloué au profit des membres du groupement.

5.2.2.3 Forme des prix associés aux garanties d'origine

Pour une Année de Livraison **AL** donnée, les prix unitaires associés aux garanties d'origine P_{GO} sont fermes au sens de l'article R2112-9 du Code de la commande publique.

5.2.3 Les coûts induits par le mécanisme de capacité associé à l'électricité (**LOT 2**)

5.2.3.1 Structure des prix liés au mécanisme de capacité

Le mécanisme de capacité visant à garantir la sécurité d'approvisionnement des consommateurs d'électricité en période de pointe est défini en application des articles L.335-1 et suivants du Code de l'énergie, du décret n°2012-1405 du 14 décembre 2012 et de l'arrêté 29 novembre 2016.

Les fournisseurs d'électricité doivent justifier de leur capacité à satisfaire la consommation de pointe par l'acquisition de « garanties de capacité », à hauteur de leur obligation de capacité dépendante des consommations relevées pour chaque point de livraison de son périmètre.

Le prix du mécanisme de capacité est un prix unitaire structuré comme suit :

Pour les points de livraison relevant du segment tarifaire de distribution C5 associés à des bâtiments et équipements	<i>Application</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Au point de livraison • Proportionnels aux quantités consommées
	<i>Unité</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Exprimé en €/MWh HTT
	<i>Différenciation</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Selon la différenciation temporelle suivante : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Base ▪ Heures Creuses/ Heures Pleines ▪ 4 classes temporelles (Heures Pleines de saison Haute, Heures Creuses de saison Haute, Heures Pleines de saison Basse et Heures

		Creuses de saison Basse). selon la définition locale de l'horosaisonnalité du GRD. <ul style="list-style-type: none"> • Propre à chaque Année de Livraison (A)
Pour les points de livraison relevant du segment tarifaire de distribution C5 associés à des installations d'éclairage public ou assimilés.	Application	<ul style="list-style-type: none"> • Au point de livraison • Proportionnels aux quantités consommées
	Unité	<ul style="list-style-type: none"> • Exprimé en €/MWh HTT
	Différenciation	<ul style="list-style-type: none"> • Sans différenciation • Propre à chaque Année de Livraison (AL)
Pour les points de livraison relevant des segments tarifaires de distribution C2, C3 et C4.	Application	<ul style="list-style-type: none"> • Au point de livraison • Proportionnels aux quantités consommées
	Unité	<ul style="list-style-type: none"> • Exprimé en €/MWh HTT
	Différenciation	<ul style="list-style-type: none"> • Par horosaison selon la définition locale de l'horosaisonnalité du GRD (selon la courbe de charge transmise par le GRD dans le cas des points de livraison relevant du segment C2) • Propre à chaque Année de Livraison (AL)

5.2.3.2 Détermination des prix liés au mécanisme de capacité

Les prix unitaires liés au mécanisme de capacité $P_C(h)$ sont déterminés :

- pour chaque structure de différenciation définie à l'article 5.2.3.1 ;
- pour chaque segment tarifaire de distribution (C2, C3, C4 et C5) concerné par le lot ;
- pour chaque Année de Livraison **AL**,
- sur la base de la formule suivante :

$P_C(h) = Coeff_{capacité}(h) \times Coeff_{sécurité} \times Prix_{capacité}$			
Où :			
P_C	en €/MWh	Les prix unitaires proportionnels aux consommations associées au mécanisme de capacité	
h	Sans dimension	Structure de différenciation (horosaisonnalité) telle que définie à l'article 5.2.3.1	
$Coeff_{capacité}$	en kW/MWh	Désigne le coefficient de capacité	Complété par les titulaires de l'accord-cadre au bordereau des prix du marché subséquent
Pour les segments tarifaires de distribution suivants, les coefficients de capacité $Coeff_{capacité}$ complétés par les titulaires de l'accord-cadre au bordereau des prix des marchés subséquents ne peuvent concerner que pour les horosaisons suivantes :			
Segments tarifaires C5 (base- HP/HC)		<ul style="list-style-type: none"> • Base • Heures pleines et heures creuses 	
Segments tarifaires C5 à quatre postes horosaisonniers		<ul style="list-style-type: none"> • Heures pleines de saison haute • Heures creuses de saison haute 	
Segments tarifaires C4		<ul style="list-style-type: none"> • Heures pleines de saison haute • Heures creuses de saison haute 	

		Segments tarifaires C3	<ul style="list-style-type: none"> • Pointe fixe • Heures pleines de saison haute 	
		Segments tarifaires C2	<ul style="list-style-type: none"> • Pointe fixe • Heures pleines de saison haute 	
Coeff_{sécurité}	Sans dimension	Désigne le coefficient de sécurité	le	Valeur fixée par le ministère de l'Energie sur avis de CRE en vigueur pour l'Année de Livraison AL considérée.
Prix_{capacité}	en €/kW	Désigne le prix unitaire de la capacité	de la	Pour une Année de Livraison AL , le prix de la capacité Prix_{capacité} correspond à la moyenne arithmétique des enchères relatives à l'Année de Livraison AL organisées sur les plates-formes d'échanges des garanties de capacité entre la notification du marché subséquent et le 31 décembre de l'Année de Livraison AL-1 .

5.2.3.2.1 Cas des points de livraison relevant du segment tarifaire de distribution C2

Dans le cas des points de livraison relevant du segment tarifaire de distribution C2, le prix unitaire associé au mécanisme de capacité $P_C(h)$ est défini :

- pour la facturation lors de l'Année de Livraison **AL** sur la base du prix du mécanisme de capacité $P_C(h)$ tel que résultant de la formule de détermination décrite ci-dessus ;
- avec une régularisation ex post sur la base de l'obligation réelle générée par la courbe de charge consolidée de chaque point de livraison et de sa consommation pour l'Année de Livraison **AL** considérée :
 - le calcul de l'obligation réelle pour l'Année de Livraison **AL** étant établi sur les consommations réalisées, le titulaire calculera l'obligation de capacité constatée à l'issue de l'Année de Livraison **AL**, pour chaque site sur la base des courbes de charge consolidées et ce, avant le terme du mois de février de l'année **AL+1**. Le titulaire déterminera ainsi la différence entre l'obligation de capacité constatée et l'obligation de capacité prévisionnelle, afin de régulariser les écarts entre obligation prévisionnelle facturée en Année de Livraison **AL** et l'obligation réelle,
 - les prix unitaires de la capacité utilisés pour la régularisation ex post pour l'Année de Livraison **AL** considérée correspondent à la première enchère relative à l'Année de Livraison **AL** concernée organisées sur les plates-formes d'échanges des garanties de capacité au cours de l'Année de Livraison **AL + 1**.
Le coordonnateur autorise également que les prix unitaires de la capacité utilisés pour la régularisation ex post correspondent à **la moyenne arithmétique des enchères relatives à l'Année de Livraison AL organisées sur les plates-formes d'échanges des garanties de capacité entre la notification du marché subséquent et le 31 décembre de l'Année de Livraison AL – 1. Si cette solution est retenue par le candidat, il devra le mentionner explicitement au sein de son mémoire technique. A défaut, les modalités du paragraphe précédent s'appliquent.**

5.2.3.3 Forme des prix liés au mécanisme de capacité

Pour une Année de Livraison **AL** donnée, les prix unitaires associés au mécanisme de capacité $P_C(h)$ sont fermes au sens de l'article R2112-9 du Code de la commande publique.

En cours d'exécution des marchés subséquents, les prix unitaires associés au mécanisme de capacité $P_C(h)$ peuvent évoluer conformément aux dispositions de l'article 5.3.3.

5.2.4 Prix associés aux obligations d'économies d'énergie (CEE)

5.2.4.1 Structure des prix associés aux obligations d'économies d'énergie (CEE)

Le prix associé aux obligations d'économies d'énergie P_{CEE} visées aux articles L.221-1 et suivants du Code de l'énergie :

- est un prix unitaire structuré comme suit :

<i>Application</i>	<ul style="list-style-type: none"> Au point de livraison Proportionnels aux quantités consommées
<i>Unité</i>	<ul style="list-style-type: none"> Exprimé en €/MWh HTT
<i>Différentiation</i>	<ul style="list-style-type: none"> Propre à chaque Année de Livraison (AL)

- ne s'applique qu'aux membres dits « obligeants », c'est-à-dire aux consommations des points de livraison des membres entrant dans les rubriques de la nomenclature d'activités économiques pour l'étude des livraisons et consommations d'énergie (NCE 2008), prises en compte pour déterminer les quantités d'énergie consommées à l'origine de la fixation des obligations d'économies d'énergie sur une période d'obligation donnée.
Les points de livraison dits « non obligeants » connus à la date de publication des marchés subséquents (notamment les points de livraison associés à des bornes de recharge pour véhicules électriques), c'est à dire pour lesquels le prix unitaire associé aux obligations d'économies d'énergie P_{CEE} ne s'applique pas, sont identifiés en annexe 1 de l'acte d'engagement du marché subséquent (champ "APPLICATION CEE") sur la base du code NAF associé à chaque point de livraison et sa correspondance avec la nomenclature NCE.

5.2.4.2 Détermination des prix associés aux obligations d'économies d'énergie (CEE)

Les prix unitaires associés aux obligations d'économies d'énergie P_{CEE} sont déterminés pour chaque Année de Livraison **AL** sur la base de la formule suivante :

$P_{CEE} = Coeff_{CEE_C} \times (Prix_{CEE_C} + Coeff_{CEE_P} \times Prix_{CEE_P})$			
Où :			
P_{CEE}	en €/MWh	Le prix unitaire associé aux obligations d'économies d'énergie	
$Prix_{CEE_C}$	en €/MWh cumac	Désigne le prix d'un CEE classique	Complété par les titulaires de l'accord-cadre au bordereau des prix du marché subséquent
$Prix_{CEE_P}$	en €/MWh cumac	Désigne le prix d'un CEE au bénéfice des ménages en situation de précarité énergétique	

$Coeff_{CEE_C}$	en MWh cumac/MWh	Désigne le coefficient multiplicateur d'obligation	Défini à l'article R.221-4 du Code de l'énergie
$Coeff_{CEE_P}$	Sans dimension	Désigne le coefficient multiplicateur d'obligation au bénéfice des ménages en situation de précarité énergétique	Défini à l'article R.221-4-1 du Code de l'énergie

5.2.4.3 Forme des prix associés aux obligations d'économies d'énergie (CEE)

Les prix unitaires associés aux obligations d'économies d'énergie P_{CEE} sont fermes au sens de l'article R2112-9 du Code de la commande publique.

En cours d'exécution des marchés subséquents, les prix unitaires associés aux obligations d'économies d'énergie P_{CEE} peuvent évoluer conformément aux dispositions de l'article 5.3.4.

5.2.5 Les tarifs d'acheminement

Les tarifs d'acheminement du gaz naturel (**LOT 1**) sont facturés conformément aux tarifs d'accès des tiers aux réseaux de transport (ATRT) et de distribution (ATRD) en vigueur, tels que fixés par la délibération de la Commission de Régulation de l'Énergie.

Les tarifs d'acheminement de l'électricité (**LOT 2**) sont facturés conformément au tarif d'utilisation des réseaux de distribution d'électricité (TURPE) en vigueur, tel que fixé par la délibération de la Commission de Régulation de l'Énergie.

En cours d'exécution des marchés subséquents, les tarifs d'acheminement sont révisables conformément aux dispositions de l'article 5.3.1.

5.2.6 Obligation de stockage du gaz naturel et application du « filet de sécurité » (LOT 1)

L'article 12 de la loi n°2017-1839 du 30 décembre 2017 mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement prévoit que le revenu des opérateurs de stockage est régulé. Conformément à l'article L. 421-5-1 du code de l'énergie, les capacités des infrastructures de stockage mentionnées à l'article L. 421-3-1 du même code sont souscrites à l'issue d'enchères publiques. La différence, positive ou négative, entre les recettes des opérateurs (majoritairement issues des enchères), et leur revenu autorisé est compensée via l'application, au sein du tarif d'utilisation du réseau de transport de gaz naturel (tarif ATRT) d'un terme tarifaire dédié.

En application de l'article L421-6 du code de l'énergie, dans l'hypothèse où les capacités correspondant aux stocks minimaux mentionnés à l'article L. 421-4 du code de l'énergie n'auraient pas été souscrites, le ministre chargé de l'énergie déclenche un « filet de sécurité ». En dernier recours, il pourrait imposer au titulaire du marché subséquent concerné de constituer des stocks complémentaires dans des conditions précisées par décret pris après avis de la Commission de régulation de l'énergie.

En cas du déclenchement de ce « filet de sécurité », aucun surcoût ne peut être répercuté aux membres par le titulaire du marché subséquent concerné.

5.2.7 Les prix des prestations annexes aux missions des Gestionnaires de Réseaux de Distribution (GRD)

Les prix des prestations annexes aux missions des Gestionnaires de Réseaux de Distribution (GRD) sont facturés aux membres sans marge conformément aux catalogues de prestations de chaque GRD en vigueur fixés par la délibération de la Commission de Régulation de l'Énergie.

En cours d'exécution des marchés subséquents, les prix des prestations annexes aux missions des Gestionnaires de Réseaux de Distribution (GRD) sont révisables conformément aux dispositions de l'article 5.3.2.

5.2.8 Le prix proportionnel au soutirage physique des responsables d'équilibre (LOT 2).

Conformément à la délibération de la CRE n°2017-041 du 9 mars 2017, le prix proportionnel au soutirage physique des responsables d'équilibre est fixé à 0 €/MWh depuis le 1^{er} février 2017.

En cours d'exécution des marchés subséquents, le prix proportionnel au soutirage physique des responsables d'équilibre est révisable conformément aux dispositions de l'article 5.3.5.

5.2.9 Les taxes et contributions

Les prix figurant au bordereau des prix des marchés subséquents s'entendent hors toutes taxes et contributions. Les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts s'appliquent.

5.3 Evolution des prix

5.3.1 Evolution des tarifs d'acheminement

En cours d'exécution des marchés subséquents, les tarifs d'accès des tiers aux réseaux de transport (ATRT) et de distribution (ATRD) - **LOT 1** - et le tarif d'utilisation des réseaux de distribution d'électricité (TURPE) – **LOT 2** - sont révisables à chaque évolution tarifaire telle que fixée par la délibération de la Commission de Régulation de l'Énergie.

Les montants correspondants aux variations des tarifs d'acheminement sont répercutés intégralement aux membres de manière transparente et sans marge à la hausse comme à la baisse.

5.3.2 Evolution des prix des prestations annexes aux missions des Gestionnaires de Réseaux de Distribution (GRD)

En cours d'exécution des marchés subséquents, les prix des prestations annexes aux missions des Gestionnaires des Réseaux de Distribution (GRD) sont révisables à chaque révision des catalogues de prestations de chaque GRD conformément aux décisions de la Commission de Régulation de l'Énergie.

Les montants correspondants aux variations des tarifs des prestations sont répercutés intégralement aux membres de manière transparente et sans marge à la hausse comme à la baisse.

5.3.3 Evolution des prix liés au mécanisme de capacité (LOT 2)

En cours d'exécution des marchés subséquents, les prix liés au mécanisme de capacité $P_C(h)$ sont déterminés par application à la formule définie à l'article 5.2.3.2

En cas d'évolution du coefficient de sécurité $Coeff_{sécurité}$, le titulaire du marché subséquent concerné applique la formule ci-dessous :

$$P_C(h) = Coeff_{capacité}(h) \times Coeff_{sécurité}^N \times Prix_{capacité}$$

Où :

$Coeff_{sécurité}^N$ Sans dimension Désigne le nouveau coefficient de sécurité fixé par le nouveau coefficient de sécurité fixé par le ministère de l'Énergie sur avis de CRE en

vigueur pour l'Année de Livraison **AL** considérée.

Les autres termes de la formule sont définis à l'article 5.2.3.2

5.3.4 Evolution des prix associés aux obligations d'économies d'énergie (CEE)

Les prix unitaires associés aux obligations d'économies d'énergie P_{CEE} , sont déterminés par application de la formule définie à l'article 5.2.4.2. En cas d'évolution des obligations d'économies d'énergie dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie, le titulaire du marché subséquent concerné applique la formule ci-dessous :

$$P_{CEE_N} = P_{CEE_0} + (Coef_{CEE_{C_0}} - Coef_{CEE_{C_N}}) \times Prix_{CEE_{C_N}} + (Coef_{CEE_{C_N}} \times Coef_{CEE_{P_0}} - Coef_{CEE_{C_N}} \times Coef_{CEE_{P_0}}) \times Prix_{CEE_{P_N}}$$

Où :

P_{CEE_0}	en €/MWh	Prix unitaire associé aux obligations d'économie d'énergie applicable lors de la remise des offres du marché subséquent, conformément aux dispositions de l'article 5.2.4.2	
$Coef_{CEE_{C_0}}$	en MWh cumac/MWh	Désigne le coefficient multiplicateur d'obligation en vigueur lors de la remise des offres du marché subséquent	Coefficients d'obligation applicables lors de la remise des offres du marché subséquent, tel que publié au Journal Officiel.
$Coef_{CEE_{P_0}}$	Sans dimension	Désigne le nouveau coefficient multiplicateur d'obligation au bénéfice des ménages en situation de précarité énergétique en vigueur lors de la remise des offres du marché subséquent	
$Coef_{CEE_{C_N}}$	en MWh cumac/MWh	Désigne le nouveau coefficient multiplicateur d'obligation	Nouveaux coefficients d'obligation applicables à la période de livraison concernée tel que publié au Journal Officiel.
$Coef_{CEE_{P_N}}$	Sans dimension	Désigne le nouveau coefficient multiplicateur d'obligation au bénéfice des ménages en situation de précarité énergétique	
$Prix_{CEE_{C_N}}$	en €/MWh cumac	Désigne le nouveau prix d'un CEE classique déterminé sur la base de la moyenne arithmétique des prix de clôture des CEE classique pour une livraison à terme sur les deux semestres de l'année de livraison AL , tels que publiés par la plateforme d'échange C2E Market le mois de novembre de l'année AL -1.	
$Prix_{CEE_{C_P}}$	en €/MWh cumac	Désigne le nouveau prix d'un CEE précarité déterminé sur la base de la moyenne arithmétique des prix de clôture des CEE précarité pour une livraison à terme sur les deux semestres de l'année de livraison AL , tels que publiés par la plateforme d'échange C2E Market le mois de novembre de l'année AL -1.	

Les candidats peuvent proposer dans leur mémoire technique (à la section dédiée aux commentaires libres) un mode de valorisation des nouveaux prix d'un CEE classique et précarité (**$Prix_{CEE_{C_N}}$ et $Prix_{CEE_{C_P}}$**) issu de la plateforme EMMY. Dans ce cas de figure, le candidat décrit précisément les modalités proposées dans son mémoire technique.

5.3.5 Evolution du prix proportionnel au soutirage physique des responsables d'équilibre (LOT 2).

En cours d'exécution des marchés subséquents, le prix proportionnel au soutirage physique des responsables d'équilibre est révisable conformément aux évolutions fixées par la délibération de la Commission de Régulation de l'Energie.

Chaque évolution conduira à une modification en conséquence des prix facturés dans le cadre des marchés subséquents, de façon parfaitement transparente, sans marge ni frais de gestion.

5.3.6 Evolution des taxes et contributions

Les factures sont mises en conformité avec toute décision réglementaire venant modifier les conditions d'application des taxes et contributions.

5.4 Formalisation du bordereau des prix

Pour une année de livraison **AL** donnée, après l'achèvement des prises de position permettant de couvrir la totalité des besoins (**LOTS 1 ET 2**, dans le cas d'un mode de détermination des prix unitaires basé sur des opérations de couverture) et la dernière enchère des garanties de capacité (**LOT 2**), le coordonnateur formalise le bordereau des prix unitaires en tenant notamment compte :

- des formules de détermination des prix décrites ci-dessus ;
- des volumes (exprimés en pourcentage de chaque produit) fixés à chaque prise de position (dans le cas d'un mode de détermination des prix unitaires basé sur des opérations de couverture).

Le coordonnateur adresse au titulaire du marché subséquent le bordereau des prix unitaires mis à jour (et applicable pour facturation) signé du représentant du coordonnateur.

Dans un délai ne pouvant excéder cinq (5) jours ouvrés, le titulaire du marché subséquent concerné renvoie au coordonnateur le bordereau des prix unitaires contresignés du représentant habilité à engager le titulaire.

Le titulaire du marché subséquent ne pourra pas mettre en œuvre un bordereau des prix unitaires qui n'a pas fait l'objet du processus de validation décrit ci-dessus.

5.5 Clause de revoyure

5.5.1 Evolution induite par la réglementation

Dans le cas d'une évolution de la réglementation qui viendrait impacter significativement les conditions d'exécution des prestations (modification de l'architecture du dispositif actuel des garanties de capacité, modification de la structure du dispositif actuel des certificats d'économie d'énergie, mise en œuvre/modification du dispositif des certificats de production de biométhane...), le coordonnateur du groupement et le titulaire se rapprocheront pour préciser, le cas échéant, les modalités permettant de prendre en compte les modifications induites par voie d'avenant

Les titulaires des marchés subséquents concernés s'engagent à communiquer au coordonnateur tous les éléments utiles permettant d'évaluer les conséquences générées par cette évolution réglementaire.

5.5.2 Evolution du périmètre des points de livraison

Conformément aux dispositions de l'article 4.3.4 (préalablement à l'atteinte du seuil de flexibilité) ou dans le cas d'un besoin particulier d'évolution du périmètre des points de livraison, le coordonnateur du groupement et le titulaire se rapprocheront pour préciser, par voie d'avenant, les conditions technico-économiques qui permettraient :

- de tenir compte du solde de flexibilité (volumes excédentaires / déficitaires) en cohérence avec les conditions économiques du moment et du jour de la remise des offres du marché subséquent concerné ;

- qui permettraient de rattacher ou de détacher tous points de livraison supplémentaires en cohérence avec les conditions économiques du moment.

Le titulaire du marché subséquent concerné s'engage à communiquer au coordonnateur tous les éléments utiles permettant d'évaluer et de justifier les conséquences induites par ces évolutions.

5.5.3 Mise en œuvre d'un « circuit-court »

En cours d'exécution d'un marché subséquent, le pouvoir adjudicateur souhaiterait pouvoir étudier l'opportunité d'intégrer un contrat d'achat direct d'électricité d'origine renouvelable (« Corporate PPA ») au périmètre du marché. Dans ce cas de figure, le pouvoir adjudicateur et le titulaire du marché subséquent se rapprocheront pour préciser, par voie d'avenant, les modalités (conditions technico-économiques) d'intégration au marché de ce contrat d'achat direct d'électricité d'origine renouvelable et notamment :

- les conditions de détermination (volumes et prix) :
 - des quantités non couvertes (compléments de fourniture), d'une part par les prises de position déjà réalisées par le pouvoir adjudicateur et d'autre part par la production prévisionnelle associée au PPA ;
 - des éventuels excédents de production d'électricité issus de ce PPA ;
- les conditions d'agrégation et de valorisation des productions d'électricité cédées au titulaire du marché subséquent (sur la durée de ce marché subséquent) ;
- la gestion du périmètre de responsabilité d'équilibre de l'électricité injectée par le producteur (rattachement des sites d'injection au périmètre du titulaire du marché subséquent et responsabilité d'équilibre) ;
- le rôle de certification et de gestion des garanties de capacité, des garanties d'origine et, le cas échéant de durabilité adossées à l'électricité injecté ;
- l'intégration des obligations du producteurs vis-à-vis du titulaire du marché subséquent ;
- les modalités de paiement au producteur de la valorisation des productions aux conditions du PPA ;
- les modalités de facturation (répercussion) aux membres du groupement de la valeur des productions (compléments et/ou excédents de production) ;
- la mise à disposition au producteur et au pouvoir adjudicateur de services associés aux prestations de gestion du PPA et notamment la traçabilité des flux de production des sites d'injection.

Le cas échéant, la mise en œuvre de cette clause de revoyure pourrait conduire notamment à la signature d'une convention d'agrégation entre le producteur titulaire du PPA et le titulaire du présent marché subséquent (sur la durée du marché subséquent).

6 MODALITES DE REGLEMENT

Par dérogation à l'article 11 du CCAG-FCS, la demande de paiement est remplacée par une facture.

6.1 Délai global de paiement

Le délai global de paiement est déterminé en fonction des règles applicables à chaque membre.

Les personnes publiques sont soumises à l'application du décret n°2013-269 en date du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Le délai global de paiement ne peut excéder :

Pour les Etablissements publics de santé	50 jours
Pour l'Etat et ses établissements publics	30 jours
Pour les collectivités territoriales et les établissements publics locaux	30 jours

Pour les membres relevant de la comptabilité privée, ce sont les dispositions de la Loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie modifiée par la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 (article 35) reprises à l'article L441-6 du Code de commerce, qui s'appliquent.

6.2 Modalités de règlement

Pour les membres soumis aux règles de la comptabilité publique, le règlement peut s'effectuer à l'échéance sous forme de :

- mandat administratif ;
- paiement sans mandatement préalable sous réserve de la signature d'une convention entre l'ordonnateur et son comptable public (instruction 01-021 M0 du 16 février 2001) ;
- prélèvement sous réserve, de la signature de la convention tripartite (ordonnateur, comptable et le titulaire du marché subséquent) établi par le Ministère du Budget.

Pour les membres relevant de la comptabilité privée, le règlement des factures s'effectue de préférence par prélèvement.

Avant basculement des points de livraison dans l'offre du marché subséquent, le titulaire du marché se rapproche des membres afin de définir les modalités de règlement propre à chacun. Le titulaire ne pourra pas imposer le mode de règlement qui l'arrange. Le choix sera toujours du ressort du membre.

6.3 Financement

Le marché est financé par les ressources propres de chaque membre du groupement.

6.4 Intérêts moratoires

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché, le bénéfice d'intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement tel que prévu à l'article 6.1.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliquée par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement principal les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

En outre, le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire de quarante (40) euros pour frais de recouvrement.

Le montant des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire sont calculés conformément au décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

6.5 Avances

Sauf en cas de renonciation des titulaires des marchés subséquents indiquée dans l'acte d'engagement des marchés subséquents, une avance est versée par un membre si le montant initial estimé de son marché est supérieur à 50 000 euros HTT. Dans ce cas, l'avance est égale à 5% d'une somme égale à douze fois la valeur HTT estimée du marché du membre divisée par la durée du marché exprimée en mois.

Le montant de l'avance n'est pas affecté par l'application des clauses de variation des prix.

Le remboursement de l'avance est effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement aux titulaires et commence lorsque le montant des prestations exécutées atteint 65% du montant HTT estimé. Ce remboursement doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80% du montant HTT estimé.

Si le montant de l'avance demandée par le titulaire est supérieur à 30% du montant global du marché subséquent, celui-ci devra préalablement constituer une garantie à première demande.

7 OBLIGATIONS

7.1 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler au coordonnateur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

7.2 Obligation de réponse aux marchés subséquents

La notification d'un (de) lot(s) de l'accord-cadre engage chacun des titulaires de l'accord-cadre à déposer une offre régulière, acceptable et appropriée à chaque mise en concurrence.

7.3 Obligation de confidentialité

Chaque titulaire qui, à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre et de ses marchés subséquents, a reçu communication à titre secret ou confidentiel de renseignements, documents ou objets quelconques, est tenu de maintenir secrète ou confidentielle cette communication.

Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation du pouvoir adjudicateur, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître. Il en est pareillement de tout renseignement de même nature parvenu à la connaissance du titulaire à l'occasion de la fourniture ou de l'exécution du service.

L'ensemble des membres s'engage à maintenir confidentielles les informations, signalées comme telles, qu'il aurait pu recevoir du titulaire.

Le titulaire et l'ensemble des membres s'engagent, chacun pour leur part, à ne pas divulguer toute information confidentielle en provenance de l'autre partie qui pourrait leur parvenir à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre et de ses marchés subséquents.

Les données de comptage sont propriétés du membre, confidentielles, et ne peuvent donc, en aucun cas, être communiquées à une tierce personne sauf si celle-ci a été mandatée par le membre.

Les règles de confidentialité des GRT et des GRD sont applicables et opposables au présent accord-cadre et ses marchés subséquents.

7.4 Communication par les titulaires

Préalablement à toute communication du titulaire, par voie de presse, commerciale ou publicitaire, relative aux prestations objet de l'accord-cadre, le titulaire transmet au coordonnateur, pour validation, le contenu de la communication envisagée, sauf s'il s'agit d'une simple mention des Syndicats Départementaux d'Energies figurant sur ses supports commerciaux remis dans le cadre d'une réponse à un appel d'offres public (ou privé) en ce qui concerne les références de clients du titulaire.

Aucune communication ne peut être réalisée par le titulaire sans la validation formelle du coordonnateur.

7.5 Obligations d'information liée à la modification des statuts des titulaires

Durant la période de validité de l'accord-cadre et des marchés subséquents, le titulaire est tenu de communiquer au coordonnateur et aux membres tout acte modifiant ou complétant les statuts de sa société. S'il néglige de se conformer à cette obligation, les membres ne sauraient être tenus pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison aux indications figurant dans les actes constitutifs du marché, du fait de modifications intervenues au sein de la société et dont les membres ou le coordonnateur n'aurait pas été informé.

7.6 Obligations relatives à la protection des données à caractère personnel (RGPD)

L'exécution et le suivi du marché implique l'utilisation de données personnelles des collaborateurs de chaque partie, dans le cadre de la gestion de projet (communications diverses, organisation des réunions, suivi...) et de la relation commerciale (facturation...). Chaque partie est responsable d'informer son personnel de l'utilisation de ses données personnelles à ce titre. Chaque partie s'engage en outre à respecter la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel, à savoir notamment le Règlement européen du 27 avril 2016 dit "RGPD" et la loi du 6 janvier 1978 dite "Loi informatique et libertés". Le titulaire est notamment responsable de la conformité de l'espace client mis à disposition au titre du présent marché."

7.7 Obligations du titulaire de sécuriser ses approvisionnements

Le titulaire du marché est tenu de sécuriser ses approvisionnements en électricité et gaz naturel pour les besoins des membres ; y compris dans le cas de mesures qui seraient prises par les pouvoirs publics, sur la durée du contrat, et qui empêcheraient la libre circulation des marchandises en provenance d'un pays tiers avec lequel le titulaire possède des contrats d'approvisionnement.

8 PENALITES

Les pénalités présentent un caractère libératoire. Néanmoins, le titulaire reste redevable de ses obligations contractuelles, y compris pour les prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté du coordonnateur ou du membre de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

Des pénalités seront dues par le titulaire du marché subséquent dans les cas suivants, par dérogation aux articles 3.2.1, 3.2.2 et 14.1.1 du CCAG-FCS :

<p>Erreur de facturation</p>	<p>En cas d'erreur de facturation ou de non-conformité avec les exigences du CCP imputable au titulaire, le membre du groupement sera en droit de refuser la facture et d'en suspendre le paiement.</p> <p>Le titulaire dispose d'un délai de quatorze (14) jours calendaires à dater de la demande de mise en conformité formulée par simple courriel. En cas de non-conformité renouvelée ou en l'absence de réponse, la pénalité ci-dessous est applicable.</p> <p>Cette pénalité est également applicable dans les situations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • en cas de non facturation au moins une fois par an sur index réel (relevé par le Gestionnaire du Réseau de Distribution ou autorelevé), dans les conditions fixées par l'article L224-11 du code de la consommation (à l'exception des cas induits par une absence de relève de la part du Gestionnaire des Réseaux de Distribution) ; • lorsque la consommation estimée par le titulaire sur la période de consommation facturée est supérieure à au moins 30 % de la consommation constatée l'année précédente sur les mêmes mois (au prorata temporis du nombre de jours de la période de consommation facturée), • en cas de non-respect des modalités de paiement et de facturation retenues par les membres et convenues avec le titulaire lors des opérations de bascule prévues à l'article 15 (regroupements et libellés associés, personnalisation des factures...) ; en dehors des demandes de modifications des membres postérieurement au terme de la phase de bascule. <ul style="list-style-type: none"> • Montant de la pénalité : • Quinze (15) euros par jour calendaire et par facture non conforme à compter du quinzième (15^{ème}) jour à dater de la demande de mise en conformité. <p>Pénalité applicable par :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le membre concerné.
<p>Retard de facturation</p>	<ul style="list-style-type: none"> • En cas de non-transmission : • des premières factures avant le dernier jour du mois M+1 suivant le dernier mois M de la période de facturation conforme à la fréquence d'émission des factures convenue avec le membre ; • des factures suivantes avant le dernier jour du mois M+1 suivant le dernier mois M de la période de facturation conforme à la fréquence d'émission des factures convenue avec le membre, <p>le titulaire encourt la pénalité ci-dessous sans qu'il ne soit besoin de procéder au préalable à une mise en demeure ou une demande de mise en conformité. Cette pénalité est applicable au titulaire si le défaut lui est imputable.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Montant de la pénalité : • Quinze (15) euros par jour calendaire de retard à compter du premier jour de retard et pour chaque facture non transmise. <p>Pénalité applicable par :</p> <p>Le membre concerné.</p>

Défaut de rattachement ou de détachement d'un point de livraison	<p>En cas de défaut imputable au titulaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> d'intégration d'un point de livraison à la date fixée dans le marché subséquent ou dans l'ordre de service pour le rattachement d'un nouveau point de livraison tel que précisé à l'article 16.2 (y compris dans le cas des branchements provisoires en électricité) ; de retrait d'un point de livraison à la date fixée dans l'ordre de service pour le détachement d'un point de livraison tel que précisé à l'article 16.3 ou d'un branchement provisoire en électricité ; <p>le titulaire encourt la pénalité ci-dessous sans qu'il ne soit besoin de procéder au préalable à une mise en demeure ou une demande de mise en conformité. Le titulaire procède également au remboursement des éventuels surcoûts supportés par le membre en conséquence du retard ou de l'avance de rattachement ou de détachement. Le membre concerné apporte alors les justificatifs du surcoût qu'il a supporté à tort.</p> <p>Montant de la pénalité : Cinquante (50) euros par jour calendaire de retard suivant la date de rattachement ou de détachement indiquée dans l'ordre de service.</p> <p>Pénalité applicable par : Le membre concerné.</p>
Défaut de réalisation d'une demande de modification d'option tarifaire d'acheminement	<p>En cas de défaut imputable au titulaire (y compris la non-réalisation) de mise en œuvre d'une demande de modification d'une option tarifaire d'acheminement d'un point de livraison dans les conditions prévues dans l'ordre de service validé par le titulaire (telles que précisées à l'article 16.4.2) ou à l'issue des études d'optimisation tarifaire validées par le membre (dans les conditions prévues à l'article 18), le titulaire encourt la pénalité ci-dessous sans qu'il ne soit besoin de procéder au préalable à une mise en demeure ou une demande de mise en conformité.</p> <p>Montant de la pénalité : Cinquante (50) euros par jour calendaire de retard à compter de la date de la demande de modification d'option tarifaire indiquée dans l'ordre de service (ou la date de validation des modifications d'options tarifaires consécutives aux études d'optimisation tarifaire) et jusqu'à la date de mise en œuvre de la modification d'option tarifaire auprès du GRD.</p> <p>Pénalité applicable par : Le membre concerné.</p>
Non réception de l'accusé réception de la notification et de l'ordre de service	<p>Si le titulaire du marché subséquent ne renvoie pas l'ordre de service de rattachement d'un nouveau point de livraison complété dans sa partie accusé réception dans le délai fixé à trois (3) jours calendaires, le titulaire encourt la pénalité ci-dessous sans qu'il ne soit besoin de procéder au préalable à une mise en demeure ou une demande de mise en conformité.</p> <p>Montant de la pénalité : Cinquante (50) euros par jour calendaire de retard à compter du premier jour de retard.</p> <p>Pénalité applicable par : Le coordonnateur, le membre pilote (syndicat départemental d'énergies), ou le membre concerné.</p>

<p>En cas de non-respect des délais de transmission des fichiers</p>	<p>En cas de non-respect des délais de transmission des fichiers définis au CCP, de non-conformité ou d'incomplétude avec les factures, à l'attention :</p> <ul style="list-style-type: none"> des membres (fichier « périmètre », fichier des données de consommation et de facturation, feuillet récapitulatif annuel), ou du coordonnateur (fichier « périmètre », fichier des données de consommation et de facturation), <p>le titulaire encourt la pénalité ci-dessous sans qu'il ne soit besoin de procéder au préalable à une mise en demeure ou une demande de mise en conformité.</p> <p>Montant de la pénalité : Vingt-cinq (25) euros par jour calendaire et par fichier à compter du premier jour suivant le délai défini au CCP.</p> <p>Pénalité applicable par : Le coordonnateur, le membre pilote (Syndicat Départemental d'Energies) ou le membre concerné.</p>
<p>Non réponse ou dépassement des délais de réponse à une demande</p>	<p>En cas de non-réponse ou de dépassement du délai de traitement des demandes des membres, des membres pilotes ou du coordonnateur définis aux articles 17.2 et 17.3 (imputable au titulaire), le titulaire encourt la pénalité ci-dessous sur simple constat du coordonnateur, du membre pilote ou du membre concerné formulé par courriel.</p> <p>Montant de la pénalité : Quinze (15) euros par jour calendaire de retard à dater du jour la première relance du demandeur faisant suite à une demande.</p> <p>Pénalité applicable par : Le coordonnateur, le membre pilote (Syndicat Départemental d'Energies) ou le membre concerné.</p>
<p>Indisponibilité, non mise à jour ou incomplétude de l'espace client</p>	<p>En cas d'indisponibilité de l'espace client en ligne prévu à l'article 20, ou de non disponibilité des fonctionnalités de l'espace client décrites dans le mémoire technique du titulaire, ou d'indisponibilité des données définies à l'article 20, de non mise à jour de l'espace client (notamment le périmètre des points de livraison, les factures ou les membres...), d'indisponibilité ou d'incomplétude des données définies à l'article 21 (y compris dans le cas d'une incohérence des libellés des points de livraison et des membres convenues avec le titulaire lors des opérations de bascule prévues à l'article 15), sur simple constat par un utilisateur formulée par courriel et en l'absence d'un cas prévu à l'article 20, le titulaire encourt la pénalité ci-dessous.</p> <p>Montant de la pénalité : Cinquante (50) euros par jour calendaire d'indisponibilité débutant 48 heures après le jour du constat d'indisponibilité initial.</p> <p>Pénalité applicable par : Le coordonnateur, le membre pilote (Syndicat Départemental d'Energies) ou le membre concerné.</p>
<p>Non information de la désignation d'un nouvel interlocuteur ou dans le cas d'une modification de la structure et/ou de</p>	<p>Dans le cas d'une non-communication d'un changement d'interlocuteur (« pilote du contrat » ou interlocuteur des membres) ou dans le cas d'une modification de la structure et/ou de l'organisation du service client mise en place, le titulaire encourt la pénalité ci-dessous sur simple constat du coordonnateur, du membre pilote ou du membre concerné formulé par courriel.</p> <p>Montant de la pénalité : Cinquante (50) euros par jour calendaire entre le jour de prise d'effet du nouvel interlocuteur (ou de la nouvelle structure et/ou organisation) et le jour de</p>

l'organisation du service client	<p>communication aux membres et/ou au coordonnateur du changement d'interlocuteur (ou de la nouvelle structure et/ou organisation).</p> <p>Pénalité applicable par : Le coordonnateur, le membre pilote (Syndicat Départemental d'Énergies) ou le membre concerné.</p>
Non réalisation des réunions	<p>En cas de non-programmation ou non réalisation des réunions décrites à l'article 17.5 suivant la demande du membre, du coordonnateur ou du membre pilote (syndicat départemental d'énergies) par tout moyen permettant de donner date certaine de la réception de l'information (date de la demande ou date de programmation convenue avec le titulaire), le titulaire encourt la pénalité ci-dessous.</p> <p>Montant de la pénalité : Dans le cas des réunions prévues à l'article 17.5.1 (réunions à avec les membres) : cent (100) euros par réunion non programmée ou non réalisée. Dans le cas des réunions prévues à l'article 17.5.2 (réunions avec le coordonnateur et les membres pilotes) : mille (1 000) euros par réunion non programmée ou non réalisée.</p> <p>Pénalité applicable par : Le coordonnateur, le membre pilote (syndicat départemental d'énergies) ou le membre concerné.</p>
Non réalisation des études d'optimisation tarifaire.	<p>En cas de non-réalisation des études d'optimisation tarifaire dans les conditions prévues à l'article 18, le titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours calendaires à dater de la demande de mise en conformité formulée par simple courriel. En cas de non-conformité renouvelée, de non-conformité partielle ou en l'absence de réponse, la pénalité ci-dessous est applicable.</p> <p>Montant de la pénalité : 50 € HTT par membre et par jour calendaire de retard.</p> <p>Pénalité applicable par : Le coordonnateur, le membre pilote (syndicat départemental d'énergies) ou le membre concerné.</p>
Non-certification ou de certification partielle des volumes associés à des garanties d'origine	<p>En cas de non-respect par le titulaire de la certification des volumes fournis en garanties d'origine, conformément aux dispositions de l'article 5.2.2.2, en cas de non-certification ou de certification partielle des volumes d'électricité associés (remise au coordonnateur des attestations du teneur de registre prouvant l'utilisation particulière des garanties d'origine pour le volume alloué au profit des membres du groupement de commandes), le titulaire encourt la pénalité ci-dessous.</p> <p>Montant de la pénalité : Prix unitaire associé aux garanties d'origine figurant au bordereau de prix unitaire du marché subséquent en €/MWh HTT, majoré de 1 €/MWh HTT pour chaque MWh non certifié.</p> <p>Pénalité applicable par : Le coordonnateur.</p>
Non réponse à un marché subséquent	<p>En cas de non-réponse à un marché subséquent consécutivement une invitation à soumissionner adressée par le coordonnateur, le titulaire de l'accord-cadre encourt la pénalité ci-dessous sans qu'il ne soit besoin de procéder au préalable à une mise en demeure ou une demande de mise en conformité.</p> <p>Montant de la pénalité : Dix mille (10 000) euros par lot concerné.</p> <p>Pénalité applicable par :</p>

Le coordonnateur.

Plafonnement des pénalités	Le montant annuel cumulé des pénalités encourues par le titulaire d'un lot est plafonné comme suit :	
	Bénéficiaire de la pénalité	Seuil de plafonnement
	Membre	10% du montant annuel facturé au membre (hors acheminement et hors toutes taxes et contributions) pour le lot concerné*.
	Membre pilote	0,5% du cumul du montant annuel facturé à chaque membre du périmètre du membre pilote (hors acheminement et hors toutes taxes et contributions) pour le lot concerné*
	Coordonnateur	0,5% du cumul du montant annuel facturé à chaque membre du marché subséquent (hors acheminement et hors toutes taxes et contributions) pour le lot concerné*.
	<i>* montant annuel déterminé sur la base du Détail Quantitatif Estimatif (DQE) du marché subséquent concerné et du bordereau des prix unitaires applicable sur la ou les années de livraison concernées.</i>	
	La pénalité pour non-réponse à un marché subséquent ne fait pas l'objet de plafonnement.	
Seuil d'exonération de pénalités	Sans objet, par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS.	

9 ASSURANCES

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations conformément à l'article 9 du CCAG FCS.

Il doit justifier, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

10 CESSION OU NANTISSEMENT DES CREANCES

Conformément à l'article R2191-46 du Code de la commande publique, le titulaire peut céder ou nantir les créances liquides ou exigibles.

En vertu de l'article L.313-23 du Code Monétaire et financier, les cessions ou nantissements de créances sont réalisées par simple remise par le cédant au cessionnaire d'un bordereau dénommé "acte de cession de créances professionnelles" ou "acte de nantissement de créances professionnelles". Après notification prévue à l'article L. 313-35 et selon les dispositions de l'article L.313-28, l'établissement de crédit (le cessionnaire) peut, à tout moment, interdire au débiteur de la créance cédée ou nantie de payer entre les mains du signataire du bordereau (le cédant). Dès lors, le débiteur ne se libère valablement qu'auprès de l'établissement de crédit.

De plus, par dérogation à l'article 4.2.2 du CCAG-FCS, pour les personnes morales de droit public, à la demande du titulaire, chaque membre remet à ce dernier, un certificat de cessibilité conforme au modèle défini par arrêté du ministre chargé de l'économie (article R2191-46 du Code de la commande publique). Ce certificat est ensuite notifié en recommandé par l'établissement de crédit cessionnaire ou par huissier en cas de cession ou nantissement à une autre personne morale au comptable public assignataire.

11 SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance n'est pas autorisée.

12 RESILIATION

Il sera fait application du chapitre 7 du CCAG Fournitures Courantes et Services (FCS) pour l'accord-cadre et ses marchés subséquents.

Le membre peut prononcer, sans préavis ni indemnité, la résiliation de l'accord-cadre à l'égard de tout titulaire dont un marché subséquent aurait été résilié pour faute.

En complément des dispositions du CCAG FCS, si le titulaire du marché fait l'objet d'une interdiction de fourniture, le présent marché est résilié de plein droit à la date d'effet de l'interdiction, sans ouvrir droit à indemnité par le titulaire du marché. Un fournisseur de dernier recours se substitue au titulaire défaillant dans les conditions prévues par les textes législatifs et réglementaires en vigueur.

Conformément à l'article L. 8222-6 du Code du travail (modifié par l'article 83 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014), si le pouvoir adjudicateur est informé par un agent de contrôle de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 et L.8221-5 du même Code, il enjoint aussitôt à l'entreprise de faire cesser sans délai cette situation.

L'entreprise, mise en demeure par le pouvoir adjudicateur, doit apporter, dans un délai de deux mois, la preuve qu'elle a mis fin à la situation délictuelle. A défaut, l'accord-cadre pourra être rompu sans indemnités, aux frais et risques du cocontractant.

Dans tous les cas, le changement de fournisseur consécutif à la résiliation s'effectue sans suspension de fourniture.

13 DIFFERENDS ET LITIGES

Il sera fait application des dispositions de l'article 46 du CCAG-FCS.

En cas de recours contentieux, la loi française est seule applicable et le tribunal compétent est le tribunal administratif d'Orléans.

Tribunal administratif d'Orléans.

28, rue de la Bretonnerie

45057 Orléans Cedex 1

Téléphone : 02 38 77 59 00

Télécopie : 02 38 53 85 16

Courriel : greffe.ta-orleans@juradm.fr

Site internet : <http://orleans.tribunal-administratif.fr/>

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier

14 DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé	Articles du CCP correspondant
Article 4.1	Articles 3.3.1 et 4.6.1 du CCP
Article 4.2.2	Article 10 du CCP
Article 10.1.3	Article 5.1 du CCP
Article 11	Article 6 du CCP
Articles 3.2.1, 3.2.2, 14.1.1 et 14.1.3	Article 8 du CCP
Articles 40 et suivants du CCAG	Article 12 du CCP.
Article 3.1 du CCAG	Article 16.4 du CCP

DEUXIEME PARTIE : CLAUSES TECHNIQUES

15 MODALITES DE BASCULE : OPERATIONS PREALABLES AU DEBUT D'EXECUTION DES PRESTATIONS DE FOURNITURE

A compter de la notification du marché subséquent, le titulaire concerné procède à l'ensemble des démarches envers les GRD concernés et les membres pour garantir :

- l'application des dispositions de l'accord-cadre et du marché subséquent concerné pour la fourniture d'électricité ou de gaz naturel,
- le début d'exécution des prestations de fourniture conformément aux dispositions de l'article 4.5.

Ces démarches couvrent notamment :

- les démarches à mener auprès de chaque membre dans les conditions prévues ci-dessous,
- les opérations de changement de fournisseur pour chacun des points de livraison du périmètre validé par chaque membre,
- le paramétrage des systèmes de facturation intégrant les conditions du marché et les choix de chaque membre,
- le paramétrage des comptes d'accès aux espaces client.

Le titulaire du marché subséquent devra s'inscrire dans une démarche de qualité mise en place par le coordonnateur visant à optimiser la phase de bascule et notamment les procédures de changement de fournisseur ; démarche basée sur des échanges réguliers avec le coordonnateur et les membres pilotes dans les conditions décrites ci-dessous et lors des réunions de mise en œuvre du marché prévues à l'article 17.5.2.2.

Conditions d'échange avec le coordonnateur et les membres pilotes	
Préalablement à tout rapprochement avec les membres :	<p>Le comité de pilotage du groupement et le titulaire se rapprocheront pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> • valider le contenu des échanges avec les membres, • déterminer la date à partir de laquelle le titulaire débutera sa mise en relation avec les membres et les jalonnements suivants de la phase de bascule (et notamment l'échéancier des phases de relance des membres), • préciser les modalités d'information et d'échange avec le coordonnateur et les membres pilotes au cours de la phase de bascule. <p>Le titulaire devra se rapprocher de chaque membre pilote pour obtenir validation du périmètre des points de livraison qui sera communiqué à chaque membre qui le concerne lors de la phase de bascule.</p>
Au cours du processus de bascule :	<p>A minima une fois par semaine, un point d'avancement de la bascule sera réalisé entre le titulaire du marché subséquent et le comité de pilotage vis-à-vis :</p> <ul style="list-style-type: none"> • du retour des membres par nature (finalisé, initié, incomplet...), • du processus de changement de fournisseur et notamment : <ul style="list-style-type: none"> - état d'avancement des demandes de changement de fournisseur, - état des rejets du GRD concerné par motif de rejets (RAE inexistant, RAE résilié, RAE en cours de résiliation, autre demande de résiliation en cours sur le RAE...), - état des points de blocage avec les membres et/ou le GRD. <p>Les éléments remis par le titulaire du marché subséquent seront établis sur la base d'un fichier périmètre à la maille de chaque point de livraison des membres et devra</p>

	nécessairement faire apparaître l'identification des membres pilotes ainsi que les références des membres propres au groupement.
	Le coordonnateur sera destinataire des choix de chaque membre (bilan du périmètre) pour leurs périmètres respectifs. Tel que prévu à l'article 21.1, le titulaire du marché subséquent adresse au coordonnateur le fichier périmètre au format tableur exploitable validé à la date d'exécution des prestations de fourniture de chaque lot (au 1er janvier 2026 dans le cadre des premiers marchés subséquents de chaque lot). Le bilan du périmètre fera nécessairement apparaître l'identification de chaque membre pilote ainsi que la référence de chaque membre propre au groupement (au regard de chaque point de livraison).

Modalités de bascule auprès des membres

1) Après notification du marché subséquent et à compter d'une date convenue avec le coordonnateur, le titulaire se met en relation avec chacun des membres de manière à leur présenter :

- le contexte, la démarche et les enjeux associés à la phase de bascule,
- la liste de leurs points de livraison et leurs caractéristiques,
- l'ensemble des points de validation ou les choix qu'ils ont à réaliser.

Le titulaire reprendra nécessairement l'ensemble des informations mises à disposition par le coordonnateur en annexe de l'acte d'engagement du marché subséquent pour constituer ses bases d'échange avec les membres, et plus particulièrement vis-à-vis :

- **des informations associées au membre lui-même,**
- **des informations associées à l'identification des points de livraison,**
- **aux références d'acheminement des points de livraison et aux informations contractuelles.**

2) Les membres disposent d'un délai de trente (30) jours calendaires pour confirmer au titulaire les éléments suivants :

- **La liste des points de livraison devant être basculés** dans le périmètre du marché subséquent concerné ainsi que les informations administratives associées :
 - Les informations associées au membre lui-même (nom, références, adresses...) et ses différents points de contacts (technique, administratif, comptable public ou payeurs...),
 - Les informations liées à l'acheminement (références, type de contrat d'accès...)
 - l'identification du point de livraison (libellé du site, adresse...).
- **Les caractéristiques techniques associées à chaque point de livraison** et notamment les options et paramètres issus des bases des GRD et utilisés par la facturation et l'optimisation des tarifs d'acheminement.
- **La période d'exécution des prestations de fourniture** pour chaque point de livraison et en l'occurrence la date de rattachement et de détachement.
Le titulaire portera l'attention des membres sur les points de livraison pour lesquels la date de rattachement (champ « Date de rattachement » de l'annexe 1 de l'acte d'engagement du marché subséquent) est postérieure à la date de début d'exécution des prestations de fourniture afin de s'assurer de la validité des échéances.
- **Les conditions de facturation et de paiement** et notamment :
 - Le choix du membre en matière de regroupement de factures
 - Les informations de personnalisation des factures
 - La fréquence de facturation souhaitée
 - Le mode de paiement des factures
 - Le mode d'envoi des factures
 - Les informations de dématérialisation des factures selon les systèmes utilisés par chacun.

Au cours de ce délai de trente (30 jours), le titulaire procèdera à une ou plusieurs phases de relance des membres n'ayant pas fait retour complet auprès du titulaire.

- 3) Au terme de ce délai de trente (30 jours), le titulaire devra ensuite procéder à une ultime phase de relance des membres.
Les membres disposent alors d'un délai de quinze (15) jours calendaires pour faire retour au titulaire.
- 4) En l'absence de réponse du membre au terme de la phase de relance, les modalités figurant en annexe 1 de l'acte d'engagement du marché subséquent s'appliquent. A défaut, les modalités suivantes sont réputées demandées par le membre :
 - une facture groupée pour l'ensemble des points de livraison du membre ;
 - le paiement par virement.

Conditions d'évolution du périmètre au cours de la phase de bascule :

Les évolutions entre la liste de points de livraison jointe lors de la remise en concurrence au stade du marché subséquent et la liste validée dans le fichier périmètre se font dans le cadre de l'article 16.4, et feront l'objet d'un ordre de service par le membre.

16 EVOLUTION DU PERIMETRE DU MARCHÉ

16.1 Cas des évolutions statutaires ou des transferts de compétence entre collectivités

Il est rappelé que le périmètre du marché n'est pas modifié lors du transfert de compétence entre collectivités. En effet, l'article L.1321-1 du Code général des collectivités territoriales prévoit le transfert d'équipements et des contrats d'acheminement et de fourniture en cours y afférent. De façon similaire, les évolutions statutaires d'établissements publics ou sociétés publiques locales préalablement intégrés au marché n'impliquent pas une modification du périmètre du marché, y compris lorsque le nouveau bénéficiaire du contrat de fourniture n'est pas membre du groupement de commande.

Le changement de bénéficiaire du contrat de fourniture est formalisé par un ordre de service établi par ce nouveau bénéficiaire.

Le titulaire du marché subséquent sera informé du changement de bénéficiaire et devra apporter la même qualité d'intervention dans la gestion de ses relations avec ce nouveau bénéficiaire et lui adresser la facturation, selon les mêmes modalités. Les droits et obligations du marché subséquent en cours demeurent inchangés.

16.2 Rattachement d'un point de livraison

16.2.1 *Points de livraison mentionnés en annexe de l'acte d'engagement des marchés subséquents*

La notification des marchés subséquents vaut ordre de service de rattachement des points de livraison à la date mentionnée en annexe 1 de l'acte d'engagement du marché subséquent (champ « Date de basculement »).

Pour les points de livraison pour lesquels la date mentionnée au champ « Date de rattachement », de l'annexe 1 de l'acte d'engagement du marché subséquent est postérieure à la date de début d'exécution des prestations de fourniture, le titulaire devra se rapprocher des membres, à minima trente et un (31) jours calendaires avant la date de rattachement souhaitée afin de reconfirmer ces échéances (validées préalablement par le membre lors des opérations de bascule) et de procéder aux opérations de rattachement auprès du GRD concerné.

16.2.2 Points de livraison non mentionnés en annexe de l'acte d'engagement des marchés subséquents

En cours d'exécution d'un marché subséquent, à la demande d'un membre ou lors des mises à jour opérées par le coordonnateur dans le cadre de la démarche de qualité à l'article 15, des points de livraison non mentionnés dans la liste annexée à l'acte d'engagement du marché subséquent du lot concerné peuvent faire l'objet d'un rattachement. Ce rattachement peut notamment survenir à la faveur :

- d'un nouveau besoin consécutif de la mise en service d'un ou plusieurs points de livraison, de l'échéance de contrats conclus à prix marché...
- d'un besoin provisoire en électricité (**LOT 2**) consécutif à une demande de mise en service d'une installation temporaire par le GRD : chantiers, travaux, branchements forains...

16.3 Détachement d'un point de livraison

A la demande du membre, dans la limite fixée à l'article 4.3.1, le titulaire s'engage à procéder au retrait du périmètre du marché de tout point de livraison du membre concerné, dans les cas suivants :

Cas 1	Suppression ou résiliation de points de livraison liée à la disparition d'un besoin de fourniture.
Cas 2	Le point de livraison ne présente plus les caractéristiques du marché consécutivement à une optimisation tarifaire (notamment le changement vers une option tarifaire T4 – LOT 1 ou C1 - LOT 2).
Cas 3	Le détachement de tout point de livraison en dehors des cas ci-dessus, sous réserve de l'accord du titulaire du marché subséquent, dans les conditions prévues à l'article 5.5.2.

16.4 Modalités de gestion des ordres de service (rattachement et détachement des points de livraison)

Les demandes de rattachements (y compris provisoires) ou de détachements de points de livraison sont formalisés par un ordre de service établi par le membre. **Par dérogation à l'article 3.1 du CCAG-FCS, l'envoi des ordres de services au titulaire s'effectue par tout moyen.**

Les membres peuvent également générer et éditer les ordres de service via une interface dédiée de l'espace client proposé par le titulaire, dès lors :

- le contenu des ordres de service respectent les modèles figurant en annexe 2,
- qu'un exemplaire complété peut être renvoyé systématiquement et par tout moyen au membre concerné, au coordonnateur ainsi qu'au membre pilote concerné.

Le titulaire d'un marché subséquent ne pourra pas imposer le mode de communication ou de complétude des ordres de service qui l'arrange.

Les ordres de service seront exécutoires à compter de la date de réception de l'ordre de service par chaque titulaire.

16.4.1 Rattachement et détachement des points de livraison

Le rattachement (y compris provisoire) et le détachement d'un point de livraison sont formalisés par un ordre de service établi par le membre selon les modèles suivants figurant en annexe 2 :

LOT 1 - Acheminement et fourniture de gaz naturel

Modèle 1 :	Modèle d'ordre de service pour le rattachement d'un point de livraison
Modèle 2 :	Modèle d'ordre de service pour le détachement d'un point de livraison

LOT 2 - Acheminement et fourniture d'électricité

Modèle 1 :	Modèle d'ordre de service pour le rattachement d'un point de livraison
Modèle 2 :	Modèle d'ordre de service pour le rattachement d'un point de livraison provisoire
Modèle 3 :	Modèle d'ordre de service pour le détachement d'un point de livraison

Le rattachement et le détachement d'un point de livraison est réalisé dans les conditions suivantes :

Rattachement d'un point de livraison (y compris dans le cas des branchements provisoire)

Le(s) nouveau(x) points de livraison sera (seront) rattachés au marché subséquent dans les conditions et la limite des volumes indiquées à l'article 4.3.1.

Le processus de rattachement est le suivant :

- 1) Au besoin, le membre se rapproche du titulaire qui l'assistera dans la récupération des informations nécessaires à la complétude des ordres de service. Le titulaire dispose alors de trois (3) jours calendaires [ramené à un (1) jour calendaire dans le cas des branchements provisoires] pour assister le membre.
- 2) Le membre notifie l'ordre de service au titulaire.
- 3) Le titulaire dispose alors :
 - d'un délai de trois (3) jours calendaires à compter de la réception de l'ordre de service adressé par le membre pour vérifier sa complétude et sa cohérence. Dans le cas des demandes de rattachement « express » ou « en urgence », cette vérification devra s'opérer le jour de la réception de la demande. En cas de besoin, le titulaire devra se rapprocher du membre concerné dans ce même délai afin de l'informer de l'incomplétude ou de l'incohérence identifiée.
 - des délais suivants pour faire la demande de changement de fournisseur ou de mise en service au GRD concerné à compter de la réception d'une demande complète :

Rattachement d'un point de livraison	Trois (3) jours calendaires
Rattachement « express » ou « en urgence » d'un point de livraison	Un (1) jour calendaire
Rattachement d'un point de livraison provisoire	Trois (3) jours calendaires

Le rattachement s'opérera alors suivant les délais minimum figurant au catalogue des prestations du GRD concerné.

Si le rattachement demande un déplacement pour intervention, la mise en service du point de livraison sera suivant la date prévisionnelle convenue entre le membre et le GRD.

- 4) Le titulaire renvoie par tout moyen un exemplaire de l'ordre de service dûment complété :
 - au membre concerné,

- au coordonnateur (en copie systématique),
- dans les délais suivants à compter de la date de signature de l'ordre de service par le membre :

Rattachement d'un point de livraison	Trois (3) jours calendaires
Rattachement d'un point de livraison provisoire	Trois (3) jours calendaires

Détachement d'un point de livraison

Le processus de détachement est le suivant :

- 1) Le membre notifie l'ordre de service au titulaire.
- 2) Le titulaire dispose alors :
 - d'un délai de trois (3) jours calendaires à compter de la réception de l'ordre de service adressé par le membre pour vérifier sa complétude et sa cohérence. En cas de besoin, le titulaire devra se rapprocher du membre concerné dans ce même délai afin de l'informer de l'incomplétude ou de l'incohérence identifiée ;
 - du délai suivant pour faire la demande de détachement au GRD concerné à compter de la réception d'une demande complète :

Détachement d'un point de livraison	Trois (3) jours calendaires
--	-----------------------------
- 3) Le détachement s'opérera alors suivant les délais minimum figurant au catalogue des prestations du GRD concerné.
- 4) Le titulaire renvoie par tout moyen un exemplaire de l'ordre de service dûment complété :
 - au membre concerné,
 - au coordonnateur (en copie systématique),
 - dans un délai maximal de trois (3) jours calendaires à compter de la date de signature de l'ordre de service par le membre.

16.4.2 Modification d'une option tarifaire d'acheminement

La modification d'une option tarifaire d'acheminement d'un point de livraison :

- est formalisée par les membres par tout moyen (mail notamment).
- est réalisée dans les conditions suivantes :

Le processus de demande de modification d'une option tarifaire d'acheminement est le suivant :

- Au besoin, le membre se rapproche du titulaire qui l'assistera dans la récupération des informations nécessaires à la complétude de l'ordre de service. Le titulaire dispose alors de trois (3) jours calendaires pour assister le membre.
- Le membre notifie la demande au titulaire.
- Le titulaire dispose alors :
 - D'un délai de trois (3) jours calendaires à compter de la réception de la demande adressée par le membre pour vérifier sa complétude et sa cohérence. Dans le cas des demandes « express », cette vérification devra s'opérer le jour de la réception de la demande. En cas de besoin, le titulaire devra se rapprocher du membre concerné dans ce même délai afin de l'informer de l'incomplétude ou de l'incohérence identifiée.

- Du délai suivant pour faire la demande de changement d'option tarifaire d'acheminement au GRD concerné à compter de la réception d'une demande complète :

Changement d'une option tarifaire d'acheminement	Trois (3) jours calendaires
Changement d'une option tarifaire d'acheminement « express »	Un (1) jour calendaire

- Le changement d'option tarifaire s'opérera alors suivant les délais minimum figurant au catalogue des prestations du GRD concerné.

17 GESTION DE LA RELATION CLIENTELE

La structure et l'organisation mises en place par le titulaire répondent aux besoins des membres du groupement liés à la nature même et à la vie de leur patrimoine. Elles doivent s'inscrire en cohérence avec le modèle d'organisation du groupement structurée autour d'un coordonnateur et de membres pilotes (référents des membres sur leurs départements respectifs).

17.1 Interlocuteurs dédiés

17.1.1 L'interlocuteur du coordonnateur et des membres pilotes (Syndicats Départementaux d'Energies) : pilote du contrat

Le titulaire met à disposition pour le marché un interlocuteur « pilote du contrat » identifié (nommément désigné avec une ligne téléphonique et une adresse mail directes), ainsi que son suppléant (en cas d'indisponibilité du premier). Il sera l'interlocuteur :

- **du coordonnateur,**
- **des membres pilotes (Syndicats Départementaux d'Energies).**

Le « pilote du contrat » devra nécessairement :

- être d'un niveau hiérarchique suffisant pour être en capacité de mobiliser fonctionnellement les différentes ressources et intervenants du titulaire afin de garantir la qualité de la relation clientèle ;
- **assurer directement le suivi et les réponses de toute demande formulée par le coordonnateur et les membres pilotes. Le « pilote de contrat » ne devra limiter son intervention à la réorientation du coordonnateur ou des membres pilotes vers d'autres interlocuteurs ou à la simple gestion des aspects commerciaux ;**
- assurer le suivi de l'exécution de l'ensemble des prestations auprès des membres par les différentes ressources mobilisées par le titulaire.

Le « pilote du contrat » assure les missions suivantes :

- mise en place des prestations et notamment l'information régulière sur l'avancement de la bascule (retour des membres et processus de changement de fournisseur avec le GRD),
- suivi de l'exécution des prestations auprès des membres (mise en place des espaces clients, qualité de gestion des demandes techniques y compris le suivi des ordres de service, mise en place des études d'optimisation tarifaire, disponibilité des données et informations prévues par le contrat, qualité de la facturation...),
- assurer directement les relations avec le coordonnateur et les membres pilotes ;
- coordination de l'ensemble des intervenants internes du titulaire nécessaires au bon fonctionnement de l'exécution notamment en termes de facturation, de système d'information et de gestion des opérations de couverture des prix dans le cas d'un recours à un mode de détermination des prix par prise de position.

Dans le cas où le titulaire serait amené à désigner un nouvel interlocuteur ou dans le cas d'une modification de la structure et/ou de l'organisation mise en place par le titulaire, ce changement est communiqué au coordonnateur et aux membres pilotes a minima trente et un (31) jours calendaires avant sa prise d'effet.

17.1.2 L'interlocuteur des membres

Chaque membre du groupement dispose d'un interlocuteur unique identifié (et un suppléant) ou plusieurs interlocuteurs identifiés si chaque interlocuteur désigné dispose de compétences spécifiques dans des domaines d'intervention particuliers (facturation, demandes techniques...), chargé(s) de compte, nommé(s) désigné(s) dans l'offre remise par le candidat au stade de l'accord-cadre.

Les interlocuteurs désignés doivent nécessairement avoir connaissance du marché objet du présent cahier des charges et de ses particularités.

Dans le cas où le titulaire serait amené à désigner un nouvel interlocuteur (titulaire ou suppléant) ou dans le cas d'une modification de la structure et/ou de l'organisation mise en place par le titulaire, ce changement fait l'objet d'une information écrite apportée à chaque membre du groupement concerné, au plus tard trente et un (31) jours avant le changement.

Le titulaire assure une disponibilité en cas d'absence du chargé de compte, notamment en période de congés.

17.2 Relation entre le titulaire et les membres

Le titulaire est notamment chargé, en complément des obligations liées à la facturation détaillées à l'article 19, des missions suivantes :

De traiter, en relation avec le gestionnaire du réseau de distribution, l'ensemble des demandes techniques relatives à l'accès et à l'utilisation du réseau de distribution pour les points de livraison objets du marché (mise en service de points de livraison, suppression de points de livraison, modification de puissance souscrite, etc.)	Délai maximal de réponse à la demande : Trois (3) jours ouvrés à compter du jour de la demande du membre.
D'informer les membres sur la prise en charge de chaque demande liée à l'accès et l'utilisation du réseau de distribution et l'évolution du traitement de celle-ci, L'information sera reportée systématiquement par écrit (courriel ou via l'espace client).	Délai maximal d'information des membres : Un (1) jour ouvré à compter du jour de chaque évolution rapportée par le gestionnaire de réseau.
De rectifier, à la demande du membre du groupement, les informations portant sur le périmètre du marché subséquent ainsi que de procéder à la modification du nom ou informations administratives d'un point de livraison.	Délai maximal de rectification ou de modification : Cinq (5) jours ouvrés à compter du jour de la demande du membre.
De transmettre à chaque membre les fichiers des données de consommations et facturation (fichier « périmètre », fichier des données de consommation et de facturation, feuillet récapitulatif) selon les modalités précisées à l'article 21.	Délai d'envoi ou de mise à disposition des fichiers : Cf. article 21.
De tenir les membres du groupement informés de l'évolution des prix des différentes composantes de la facture permettant aux membres du groupement une compréhension et un contrôle facilités des coûts facturés.	Délai maximal d'information des membres : Quinze (15) jours calendaires avant la date d'entrée en vigueur de l'évolution du prix.

De conseiller le membre du groupement si celui-ci souhaite souscrire auprès du gestionnaire de réseau de distribution pour certains points de livraison d'engagements personnalisés de qualité de fourniture ou de continuité. Le titulaire conseille le membre du groupement sur les démarches à engager auprès du gestionnaire de réseau en vue de la souscription de ces engagements personnalisés et l'accompagne dans sa démarche.	Délai maximal d'information des membres : Dix (10) jours ouvrés à compter du jour de la demande du membre.
De répondre à toute question technique, administrative et financière simple ou sur les conditions d'exécution du marché en cours dont il est titulaire posées par les membres du groupement	Délai maximal de réponse à la demande : Trois (3) jours ouvrés à compter du jour de la demande du membre.

17.3 Relation entre le titulaire, le coordonnateur du groupement et les membres pilotes (Syndicats Départementaux d'Energies)

Après notification des marchés subséquents, le titulaire exécute le marché pour chaque membre. En outre, il est chargé d'assurer les missions suivantes auprès du coordonnateur et des membres pilotes (Syndicats Départementaux d'Energies) :

D'échanger avec le coordonnateur et de l'informer pendant la phase de bascule dans les conditions prévues à l'article 15.	Modalités d'échange et d'information : Cf. article 15.
D'informer le coordonnateur et les membres pilotes (Syndicats Départementaux d'Energies) du rattachement ou du détachement d'un point de livraison tel que prévu à l'article 16.4 (renvoi des ordres de service), afin de suivre l'évolution du nombre de points de livraison dans le périmètre du marché.	Délai maximal d'information : Cf. délai de renvoi des ordres de service tel que prévu à l'article 16.4.
De transmettre au coordonnateur les fichiers des données de consommations et facturation (fichier « périmètre », fichier des données de consommation et de facturation) selon les modalités précisées à l'article 21.	Délai d'envoi ou de mise à disposition des fichiers : Cf. article 21.
De tenir le coordonnateur et les membres pilotes (Syndicats Départementaux d'Energies) du groupement informés de l'évolution des prix des différentes composantes de la facture permettant aux membres du groupement une compréhension et un contrôle facilités des coûts facturés.	Délai maximal d'information : Quinze (15) jours calendaires avant la date d'entrée en vigueur de l'évolution du prix.
De tenir le coordonnateur et les membres pilotes (Syndicats Départementaux d'Energies) informés de toute communication écrite adressée aux membres du groupement.	Délai maximal d'information : Quinze (15) jours calendaires avant la date prévisionnelle d'envoi aux membres.
De répondre à toute question technique, administrative et financière simple ou sur les conditions d'exécution du marché en cours dont il est titulaire posées par le coordonnateur les ou membres pilotes (Syndicats Départementaux d'Energies)	Délai maximal de réponse à la demande : Trois (3) jours ouvrés à compter du jour de la demande.

17.4 Relation entre le titulaire du marché et le gestionnaire de réseau de distribution

Dans le cadre du contrat unique, le titulaire du marché est l'intermédiaire de chaque membre du groupement avec les gestionnaires de réseau de distribution. En tant qu'interlocuteur pour le compte des membres le titulaire apporte tous les moyens permettant de garantir une intervention adaptée au besoin des membres s'agissant de l'accès et de l'utilisation du réseau de distribution. A ce titre et dans les conditions définies par le contrat GRD – Fournisseur ou le contrat distributeur de gaz - fournisseur (CDG-F) conclu entre le titulaire et le gestionnaire de réseau de distribution concerné, le titulaire du marché s'engage notamment :

- à formuler auprès du GRD concerné et de suivre toute réclamations ou demandes en lien avec l'accès au réseau public de distribution pour le compte des membres ;
- à formuler les demandes d'optimisation du tarif d'utilisation du réseau public de distribution et de suivre leur réalisation.

Les conditions d'accès et d'utilisation du réseau public de distribution sont précisées dans le contrat GRD – Fournisseur ou le contrat distributeur de gaz - fournisseur (CDG-F) conclu entre le titulaire du marché et le gestionnaire de réseau de distribution.

17.5 Réunions

17.5.1 Avec les membres

Réunion de bilan sur demande d'un membre	
A sa demande, un membre dispose d'une réunion de bilan annuelle avec son interlocuteur dédié ou avec le « pilote du contrat ».	
Objectif de la réunion :	<p>Réaliser un bilan de l'exécution des prestations et notamment en abordant les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'état des points de livraison présentant des anomalies (absence de consommation, problèmes récurrents de relèvement, de dépassements récurrents de puissance souscrite ou de la capacité journalière souscrite...) ; • les modalités de facturation et de paiement ; • le fonctionnement de l'espace client et l'accès aux informations de consommation et de facturation ; • le bilan des optimisations tarifaires ; • l'état des difficultés d'exécution dans une logique d'amélioration de la qualité de la prestation.
Modalités d'organisation :	<p>A la demande d'un membre.</p> <p>Cette réunion se fait sous forme :</p> <ul style="list-style-type: none"> • soit d'une réunion téléphonique, • soit d'une visio-conférence organisée par le titulaire et selon les moyens mis à disposition du membre. <p>Après demande d'une réunion bilan annuelle par le membre, l'interlocuteur dédié dispose de 15 (quinze) jours pour convenir et valider une date.</p>
Fréquence de réalisation de la réunion :	Une fois par an au maximum

17.5.2 Avec le coordonnateur et les membres pilotes (Syndicats Départementaux d'Energies)

17.5.2.1 Réunion avec le comité de pilotage du groupement suite à la notification des marchés subséquents

Réunion avec le coordonnateur consécutive à la notification du marché subséquent	
Consécutivement à la notification du marché subséquent, le titulaire se tient à disposition du comité de pilotage du groupement pour une réunion de démarrage du marché (pour chacun des marchés subséquents dont il serait éventuellement titulaire), organisée avec l'interlocuteur « pilote du contrat ».	
Objectif de la réunion :	<p>Cette réunion vise à traiter notamment les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Calendrier et modalités d'organisation des opérations préalables à l'exécution (notamment vis-à-vis de la démarche de qualité prévue à l'article 15). • Préparation des réunions de mise en œuvre du marché ainsi qu'aux réunions de lancement éventuelles (ordre du jour, date, lieu, éléments de langage de la présentation que le titulaire sera amené à faire aux membres, etc.), telles que mentionnées aux articles suivants. • Modalités de communication et partage de données (fichiers)/documents avec le coordonnateur, etc. • Modalités de réalisation des études d'optimisation tarifaires.
Modalités d'organisation :	<p>Le coordonnateur communiquera l'ordre du jour souhaité de la réunion au titulaire au plus tard dix (10) jours ouvrés avant la date programmée de la réunion. Le titulaire pourra compléter cet ordre du jour.</p> <p>Cette réunion aura lieu en présentiel au siège du coordonnateur où, à la demande du coordonnateur, sous la forme d'une visioconférence.</p> <p>Au plus tard cinq (5) jours ouvrés avant la date de réunion programmée, le titulaire transmet, au coordonnateur, les éléments préparatoires de la réunion et supports de présentation prévus.</p>
Fréquence de réalisation de la réunion :	Une réunion sur la durée du marché subséquent (en début de marché)

17.5.2.2 Réunions de mise en œuvre du marché

Réunion de mise en œuvre du marché	
Le titulaire du marché subséquent se rendra disponible, à la demande du comité de pilotage du groupement, pour des réunions dédiées à la mise en œuvre du marché	
Objectif de la réunion :	<p>Ces réunions s'inscrivent dans le cadre :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de la démarche de qualité associée aux opérations de bascule et de clôture des marchés subséquents, conformément aux modalités précisées à l'article 15 ; • du paramétrage des comptes d'accès aux espaces clients tels que prévus à l'article 20 (à l'attention des membres, des membres pilotes et du coordonnateur) ; • à la mise à disposition des fichiers périmètre et des données de consommation et de facturation.

Modalités d'organisation :	<p>Chaque réunion pourra être réalisée sous la forme d'une visioconférence ou en présentiel au siège du coordonnateur.</p> <p>Le coordonnateur et le titulaire conviendront de l'ordre du jour de chaque réunion ainsi que des éléments à transmettre (au coordonnateur et aux membres pilotes) en amont et a posteriori.</p>
Fréquence de réalisation de la réunion :	A minima une réunion hebdomadaire en phase de bascule puis, ponctuellement, selon l'état d'avancement des objectifs poursuivis (gestion des points de difficultés éventuels, paramétrage des comptes d'accès aux espaces clients).

17.5.2.3 Réunion d'information des membres du groupement en présence des membres pilotes

Réunion d'information des membres du groupement en présence des membres pilotes	
A sa demande, un membre pilote (Syndicats Départementaux d'Energies) disposent d'une réunion de lancement organisée avec l'interlocuteur « pilote du contrat ».	
Objectif de la réunion :	<p>Le titulaire présente notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Sa structure et les principales caractéristiques de son offre : points clés du cahier des charges et du mémoire technique. La préparation de ce point sera réalisée conjointement avec le coordonnateur. • État des démarches préalables effectuées par le titulaire auprès des membres. • Analyse des éventuelles difficultés rencontrées avant le début de fourniture, • La mise en place de la facturation (mise en œuvre de la dématérialisation de la facturation, prise en compte des regroupements, modalités de facturation, transmission de données aux membres...). • Présentation des principales rubriques des modèles de factures. • La mise en place de l'espace client et ses principales fonctionnalités (accès multicomptes, mise à disposition des données de consommation et de facturation...). • Alerte des membres du groupement sur la détection d'anomalies sur les points de livraison. • Réponse à l'ensemble des questions des membres.
Modalités d'organisation :	<p>A la demande du Syndicat Départemental d'Energies</p> <p>Ces réunions auront lieu sur le département de chaque Syndicat Départemental d'Energies demandeur. A la demande du membre pilote, cette réunion pourra être réalisée sous la forme d'une visioconférence.</p> <p>Le Syndicat Départemental d'Energies demandeur communiquera l'ordre du jour de la réunion au titulaire au plus tard dix (jours) avant la date programmée de la réunion.</p> <p>Au plus tard cinq (5) jours ouvrés avant la date de réunion programmée, le titulaire transmet, au membre pilote concerné, les éléments préparatoires de la réunion et supports de présentation prévus.</p>
Fréquence de réalisation de la réunion :	Jusqu'à une réunion par an et par membre pilote.

17.5.2.4 Réunion de bilan annuel avec le comité de pilotage du groupement

Réunion annuelle	
Une réunion bilan annuelle sera organisée entre le titulaire de chaque marché subséquent et le comité de pilotage.	
Objectif de la réunion :	Échanger sur tous les faits importants de la période.
Modalités d'organisation :	<p>A la demande du coordonnateur</p> <p>Cette réunion aura lieu au siège du coordonnateur en présence des représentants des membres pilotes.</p> <p>Un délai de prévenance d'un mois doit être respecté de la part du coordonnateur pour convenir d'une date avec l'interlocuteur « pilote du contrat ».</p> <p>Après demande d'une réunion bilan annuelle par le coordonnateur, l'interlocuteur dédié dispose de 15 (quinze) jours pour convenir et valider une date.</p> <p>Le coordonnateur communiquera l'ordre du jour de la réunion au titulaire au plus tard dix (jours) avant la date programmée de la réunion.</p>
Fréquence de réalisation de la réunion :	Une fois par an au maximum

17.5.3 Points téléphoniques ou réunions de suivi du marché

Le titulaire du marché subséquent se rendra disponible, à la demande du coordonnateur ou des membres pilotes, pour des réunions téléphoniques de suivi de la bonne exécution du marché. Ces réunions de suivi du marché peuvent notamment concerner :

- La résolution de points de difficultés éventuellement rencontrées par les parties (titulaire, membre pilote ou coordonnateur).
- Les modalités d'organisation et le suivi des études d'optimisation tarifaire prévues à l'article 18.

18 OPTIMISATION DES COUTS D'ACCES AU RESEAU DE DISTRIBUTION

Dans le cadre du contrat unique, le titulaire est chargé de la souscription de l'accès au réseau auprès du GRD pour l'ensemble des points de livraison du périmètre. Dans ce cadre, et sous réserve de l'accord du membre, le titulaire est chargé de fixer la formule tarifaire pour l'accès au réseau de distribution.

A ce titre, le titulaire du marché s'engage à proposer à chaque membre, pour chaque point de livraison des membres de son périmètre, les options et formules tarifaires optimales :

- au moins une fois par an, entre le 1^{er} avril et le 31 juillet ;
- ponctuellement sur demande du membre.

L'étude d'optimisation sera réalisée de manière à respecter le délai convenu et les processus suivants :

Conditions d'échange avec le coordonnateur et le comité de pilotage du groupement

<p>Préalablement à tout rapprochement avec les membres :</p>	<p>Le coordonnateur et le titulaire se rapprocheront pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> déterminer la période sur laquelle le titulaire réalisera les études d'optimisation ; valider la méthodologie et l'approche envisagée par le titulaire. Ce dernier prévoira si nécessaire des étapes de modification et une nouvelle approbation des résultats ; valider le contenu des échanges avec les membres ; repréciser les modalités d'information et d'échange avec le coordonnateur et les membres pilotes au cours de la phase d'optimisation. <p>Chaque membre pilote sera destinataire de l'ensemble des études d'optimisation réalisées par le titulaire avant envoi aux membres. Les modalités de communication des études d'optimisation aux membres seront convenues entre le titulaire et chaque membre pilote pour le périmètre qui le concerne.</p>
<p>Au cours du processus d'optimisation :</p>	<p>Le coordonnateur sera régulièrement tenu informé de l'avancement de la phase d'optimisation (taux de retour des membres, état des demandes de modification d'options tarifaires auprès le GRD).</p> <p>Le coordonnateur et les membres pilotes seront régulièrement tenus informés de l'avancement de la phase d'optimisation (<u>a minima tous les dix jours calendaires</u>) vis-à-vis :</p> <ul style="list-style-type: none"> du retour des membres par nature (finalisé, initié, incomplet...), état des demandes de modification d'options tarifaires auprès du GRD et notamment : <ul style="list-style-type: none"> état d'avancement des demandes de changement d'options tarifaires auprès du GRD, état des points de blocage avec les membres et/ou le GRD concerné. <p>Les éléments remis par le titulaire du marché subséquent seront établis sur la base d'un fichier périmètre à la maille de chaque point de livraison des membres et devra nécessairement faire apparaître l'identification des membres pilotes ainsi que les références des membres propres au groupement.</p>
<p>Au terme de la phase d'optimisation :</p>	<p>Le coordonnateur sera destinataire des choix de chaque membre (bilan des optimisations) pour leurs périmètres respectifs.</p> <p>Le bilan des optimisations devra nécessairement faire apparaître l'identification des membres pilotes ainsi que les références des membres propres au groupement.</p>

Dans les conditions convenues entre le titulaire et le membre pilote pour le périmètre qui le concerne, les modalités de réalisation des optimisations auprès des membres seront les suivantes.

Par dérogation aux dispositions prévues à l'article 16.4.2, les modifications d'options tarifaires d'acheminement souhaitées par les membres dans le cadre des études d'optimisation ne nécessitent pas la formalisation d'ordres de service.

Modalités de réalisation des optimisations auprès des membres
<p>1) Le titulaire du marché subséquent concerné réalise une étude d'optimisation aboutissant à une proposition des options et des formules tarifaires les mieux adaptées pour chaque point de livraison.</p> <p>Cette étude doit tenir compte :</p>

- des caractéristiques techniques et de l'historique des consommations, des puissances atteintes et des dépassements de puissance. **Le titulaire proposera et privilégiera des études d'optimisation tarifaires sur la base de données fines de consommation :**
 - **relevés journaliers (LOT 1),**
 - **courbes de charge au pas 5, 10 ou 30 minutes (LOT 2) ;**
 - des coûts liés :
 - aux prestations annexes du GRD concerné conformément au catalogue des prestations du GRD
 - aux modifications physiques éventuelles ou à prévoir par le membre pour ses installations propres ;
 - des conditions tarifaires (coûts et structures) connues au moment de la réalisation des études d'optimisation (y compris les évolutions tarifaires à venir dès lors qu'elles ont fait l'objet d'une délibération de la Commission de Régulation de l'Énergie).
- 2)** Le titulaire adresse à chaque membre concerné un rapport d'optimisation pour les points de livraison des membres de son périmètre mettant en évidence l'intérêt économique des choix de souscription en comparaison des options et conditions tarifaires en place.
- Le rapport présente les éventuelles contraintes techniques induites et leur impact financier (catalogue de prestations du GRD ou intervention spécifique).
- 3)** Le membre dispose d'un délai de trente (30) jours calendaires à compter de la date d'envoi du rapport pour se prononcer sur les propositions d'optimisation.
- 4)** Chaque membre concerné validera la formule tarifaire souhaitée sur la base des études d'optimisation proposées par le titulaire.
- 5)** Après validation des propositions par le membre, dans un délai de trois (3) jours ouvrés à compter du jour de la réception de la validation du membre, le titulaire engage auprès du GRD l'ensemble des démarches de modification des options et/ou formules tarifaires et suit leur mise en œuvre. Le titulaire informe le membre des éventuelles :
- modifications à réaliser ou à faire réaliser par le membre lui-même sur ses installations propres.
 - intervention spécifique du GRD (sur devis notamment). Dans ce cas, le titulaire demande un devis au GRD puis le transmet au membre du groupement qui dispose d'un délai de trente (30) jours calendaires pour se prononcer.
- 6)** En l'absence de retour de la part du membre dans ces délais, aucune modification ne sera réalisée.

19 MODALITES DE FACTURATION

19.1 Modalités de transmission des factures

Dans le cadre de marchés publics, la facturation dématérialisée est obligatoire conformément aux dispositions :

- de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique ;
- du décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique ;
- de l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

Lors de la phase de bascule, le titulaire et le bénéficiaire se rapprochent pour envisager la faisabilité de l'échange des données informatisées, notamment le format d'échange des données selon les systèmes d'information utilisés par chacun.

Les factures sont également mises à disposition :

- sur l'espace client défini à l'article 20,
- par courriel sur demande ponctuelle d'un membre.

19.2 Périodicité de la facturation

La facturation des membres est réalisée par le titulaire en cohérence avec les fréquences de relevé cyclique des compteurs du GRD associées aux différentes options tarifaires d'acheminement.

Dans le cas de figure où un membre choisi une fréquence de relève différente de la fréquence de relève standard pratiquée par le GRD, le titulaire est tenu d'informer ce membre :

- que ce choix entraîne la facturation d'une prestation supplémentaire de la part du GRD,
- du montant de la prestation telle qu'elle figure au catalogue des prestations du GRD en vigueur au moment du choix du membre.

Les fréquences d'émission des factures par le titulaire et les conditions associées sont les suivantes :

	Fréquences d'émission des factures	Conditions
Points de livraison à relève mensuelle, quotidienne ou relevé à une fréquence supérieure		
Points de livraison relevant : <ul style="list-style-type: none"> • de la tranche tarifaire de distribution T3 (LOT 1) • des segments tarifaires de distribution C2, C3 et C4 (LOT 2) 	Mensuelle	La facturation est établie sur la base de l'index de consommation relevé par le GRD.
Points de livraison relevant : <ul style="list-style-type: none"> • des tranches tarifaires de distribution T1 et T2 (LOT 1) • du segment tarifaire de distribution C5 (LOT 2) 	Au choix du membre : <ul style="list-style-type: none"> • Semestrielle • Trimestrielle • Bimestrielle • Mensuelle 	Dans la mesure du possible, la facturation est établie sur la base de l'index de consommation relevé par le GRD.
Points de livraison à relève semestrielle (non équipé d'un compteur communicant actif)		

Points de livraison relevant :

- des tranches tarifaires de distribution T1 et T2 (**LOT 1**)
- du segment tarifaire de distribution C5 (**LOT 2**)

Au choix du membre :

- Semestrielle
- Bimestrielle
- Mensuelle

Lorsque le membre choisi une fréquence de facturation semestrielle :

Dans la mesure du possible, la facturation est réalisée par le titulaire sur la base de l'index de consommation relevé par le GRD.

Lorsque le membre choisi une fréquence de relève différente (mensuelle voire bimestrielle) :

La facturation est réalisée par le titulaire sur la base :

- d'index estimés,
- d'index auto-relevés par le membre ou d'éléments de consommation transmis par le membre,
- d'une régularisation de facturation sur la base des index relevés par le GRD concerné.

Il est entendu que la fréquence de facturation choisie par le membre s'applique à l'intégralité de ses points de livraison pour lesquels le système de comptage permet une relève mensuelle, quotidienne ou à une fréquence supérieure par le GRD.

Points de livraison provisoires (LOT 2)

Dans le cas du rattachement d'un point de livraison provisoire (**LOT 2**), la périodicité de facturation correspond à la période de rattachement et de détachement indiquée dans l'ordre de service établi par le membre et dont le modèle figure en annexe 2.

19.3 Dans le cas d'un changement de fournisseur

Dans le cadre d'un changement de fournisseur, les index utilisés par le titulaire pour l'établissement de la première facture et de la facture de clôture (respectivement au début et au terme de la période d'exécution des prestations) correspondent aux index contractuels communs aux deux fournisseurs, conformément aux référentiels adoptés par les instances de concertation mise en place par la Commission de régulation de l'énergie.

19.4 Scission des flux de facturation par contrat

19.4.1 Facture de résiliation (cas où le titulaire entrant se succède à lui-même)

Dans le cas où le titulaire est déjà le fournisseur d'un point de livraison, ce dernier ne peut intégrer dans la facturation au titre du présent marché la fourniture relevant du contrat antérieur qu'il soit en offre de marché ou au Tarif Réglementé de Vente.

En ce cas, le titulaire établit séparément une facture de résiliation pour la période antérieure au présent marché, sans surcoût.

19.4.2 Séparation des flux de facturation par marché

Au cas où un fournisseur est titulaire de plusieurs lots ou de plusieurs marchés subséquents d'un même lot, le titulaire sépare les flux de facturation par marché.

Ainsi, même dans le cas où le membre est concerné par des points de livraison dans plusieurs marchés dont le titulaire est le même fournisseur, ce dernier doit malgré tout séparer les flux de facturation de ce membre par marché, le comptable public ne pouvant traiter une même facture regroupant des points de livraison rattachés à des marchés différents.

19.5 Contenu de la facturation

La facture comporte les mentions obligatoires, conformément :

- à l'arrêté du 18 avril 2012 relatif aux factures de fourniture d'électricité ou de gaz naturel à leurs modalités de paiement et aux conditions de report ou de remboursement des trop-perçus,
- à l'article 242 nonies A de l'annexe II du code général des impôts,
- au décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

Lors des opérations de bascule, chaque membre a la possibilité de demander au titulaire :

- un ou plusieurs regroupement(s) de factures en fonction des pratiques en usage au sein de la collectivité ou de l'établissement.
- une facture pour chaque point de livraison.

Les factures groupées sont des pièces comptables sur la base desquelles les prestations sont payées.

Les membres du groupement conservent toujours la possibilité que tout ou partie de leurs points de livraisons ne soient pas regroupés.

La facture comprend les éléments suivants :

Dans le cas d'une facturation par regroupement	Pour le regroupement	Annexe 1.a	Contenu de la facture groupée
	Pour chacun des points de livraison du regroupement.	Annexe 1.b	Contenu de la facture détaillée
Dans le cas d'une facturation individualisée (pour chaque point de livraison)		Annexe 1.b	Contenu de la facture détaillée

Le titulaire de l'accord-cadre indique clairement dans son mémoire technique :

- les éventuelles informations mentionnées dans les annexes 1.a et 1.b qui ne seraient pas éditables,
- l'échéance à laquelle il entend faire figurer ces informations sur la facture.

19.6 Personnalisation des factures

Les documents de facturation proposent des champs de personnalisation. Lors des opérations de bascule, le titulaire précisera à chaque membre :

- le nombre de caractères disponibles par champs.
- les modalités de mise à jour des champs.

Ces champs permettent aux membres de qualifier plus précisément leurs contrats ; ils concernent a minima les informations suivantes :

- nom du point de livraison, modifiable à la demande par le membre,

- code d'identification du point de livraison propre au membre,
- champ libre associé, permettant de définir l'imputation comptable,
- numéro de marché propre au membre du groupement, fixé lors de la bascule.

Par ailleurs, les documents de facturation devront nécessairement faire figurer l'identifiant (référence) de chaque membre propre au groupement.

20 ESPACE CLIENT EN LIGNE

Le titulaire s'engage à mettre à disposition des membres et des tiers utilisateurs un espace client dédié en ligne (accès web), sécurisé par identifiant et mot de passe individuel, leur permettant notamment de bénéficier des fonctionnalités suivantes :

Visualisation du périmètre des points de livraison	<ul style="list-style-type: none"> • Liste des points de livraison et leurs données d'identification (y compris les références et informations des marchés) • Identification des caractéristiques techniques des points de livraison • Visualisation du statut des points de livraison (actifs, détaché, provisoire...). • Identification des regroupements de factures choisis
Suivi des données de consommations et de facturation	<ul style="list-style-type: none"> • Une visualisation des informations de consommation et de facturation actualisées en cohérence avec le flux de facturation (y compris les index de relève/estimés, les puissances atteintes, les dépassements de puissance souscrite ou de capacité journalière souscrite). • Export des données de consommation et de facturation dans un format tableur non verrouillé tel que prévu à l'article 21.2). • Un accès aux courbes de charge des points de livraison (sous réserve que le titulaire ait obtenu les autorisations du membre concerné), tout segment confondu.
Accès aux factures et avoirs	<ul style="list-style-type: none"> • Visualisation et un export de chaque facture et avoir en cohérence avec le flux de facturation • Accès à l'ensemble de l'historique des factures du contrat
Alertes	<ul style="list-style-type: none"> • Le titulaire s'engage à mettre à disposition des membres des systèmes d'alerte de dépassement de consommation, de puissance ou de capacité journalière souscrite par point de livraison ; les seuils d'alerte étant paramétrables par les membres.
Gestion et suivi des demandes techniques	<ul style="list-style-type: none"> • Visualisation et suivi des demandes techniques formulées par le membre au titulaire. • Le cas échéant, les gestions des demandes techniques en cohérence avec les modalités prévues à l'article 16.4.
Interlocuteurs et services clients	<ul style="list-style-type: none"> • Accès aux contacts des interlocuteurs dédiés • Accès aux différents services clients • Accès aux informations et conseils pratiques

Le titulaire doit garantir un accès permanent à cet espace pour chacun des membres, sauf intervention technique nécessaire anticipée par le titulaire, limitée à 24h et avec un délai de prévenance d'au moins 48h, ou sauf cause externe en dehors du champ de responsabilité du titulaire.

Cet espace doit être mis à disposition des membres jusqu'au 31 décembre 2029.

Les modalités de création des comptes d'accès des utilisateurs sont les suivantes :

Pour les membres

Le titulaire met à disposition du référent de chaque membre un compte d'accès à cet espace client ; référent dont les informations de contact auront été communiquées ou validées au titulaire lors des opérations de bascule.

Au cours de la période d'exécution des prestations de fourniture, le référent de chaque membre a la possibilité de créer des comptes utilisateurs :

- soit de manière autonome sur l'espace client,
- soit sur sollicitation du titulaire du marché subséquent par courriel.

Pour le coordonnateur et les membres pilotes (Syndicats Départementaux d'Energies)

Le titulaire met à disposition du coordonnateur et des membres pilotes (Syndicats Départementaux d'Energies) cet espace client suivant un mode multicomptes sur le périmètre :

- de l'ensemble des membres prenant part à la consultation pour le coordonnateur ;
- des membres attachés à chaque Syndicat Départemental d'Energies pour les membres pilotes. Pour un membre pilote donné et pour un même périmètre, le titulaire doit pouvoir mettre à disposition plusieurs comptes d'accès à l'espace client proposé.

Les comptes d'accès mis disposition doivent permettre au coordonnateur et aux membres pilotes :

- d'identifier précisément les membres attachés à leurs périmètres respectifs (raisons sociales et/ou référence des membres propres au groupement) ;
- d'accéder de manière simple et fluide au périmètre et aux informations d'un membre donné.

Chaque utilisateur doit pouvoir disposer des factures et des fichiers numériques des données de consommation et de facturation via leur compte d'accès dédié (et non par le biais de plusieurs comptes), notamment pour les membres disposant de nombreux point de livraison ou pour le coordonnateur et les membres pilotes qui regroupent tout ou partie des membres.

De la même manière, la mise à disposition des données de consommation et de facturation sur tableur numérique :

- doit pouvoir s'effectuer en un seul export et non en manipulant un à plusieurs exports.
- ne doit pas dépasser 24 h à partir de la demande.

21 MISE A DISPOSITION DE DONNEES

21.1 Le fichier « périmètre »

Pour les membres

Le titulaire du marché subséquent adresse à chaque membre la liste actualisée de son périmètre de points de livraison sous format tableur exploitable.

Mise à disposition : Via l'espace client ou par courriel

Contenu du fichier a minima :	<ul style="list-style-type: none"> les informations d'identification du point de livraison (libellé du site, adresse...), les caractéristiques techniques associées à chaque point de livraison et notamment les options et paramètres issus des bases des GRD et utilisés par la facturation, les choix en matière d'énergie « verte » (application et part), les informations relatives aux modalités de paiement et de facturation applicables pour chaque membre au moment de son édition. les entrées et sorties du périmètre et les dates d'effet correspondantes.
Fréquence d'envoi :	<ul style="list-style-type: none"> a minima une fois par an avant le 31 janvier de l'année suivant l'année de livraison ; à chaque fois qu'un membre en fait la demande et dans un délai de dix (10) jours ouvrés à compter du jour de la demande du membre.
Pour le coordonnateur et les membres pilotes	
Le titulaire du marché subséquent adresse au coordonnateur la liste actualisée du périmètre des points de livraison de chaque membre sous format tableur exploitable.	
Mise à disposition :	Via l'espace client ou par courriel.
Contenu du fichier a minima :	<p>Identique à celui décrit ci-dessus pour les membres. Néanmoins, le contenu du fichier fait figurer les informations d'identification :</p> <ul style="list-style-type: none"> de chaque membre (y compris la référence du membre propre au groupement), des membres pilotes.
Fréquence d'envoi :	<ul style="list-style-type: none"> à l'issue de la phase de bascule tel que validé par les membres dans les conditions prévues à l'article 15, au terme de chaque année de livraison (entre le 20 décembre de l'année N et le 15 janvier de l'année N+1), à chaque fois que le coordonnateur en fait la demande, dans un délai de sept (7) jours ouvrés à compter du jour de la demande.

21.2 Fichier des données de consommation et de facturation

Pour les membres	
<p>Le titulaire du marché subséquent met à disposition de chaque membre l'ensemble des informations relatives aux données de consommation et facturation sous un format numérique sous format tableur exploitable avec :</p> <ul style="list-style-type: none"> en en-tête de colonne : le libellé des champs de données, ligne par ligne : les données concernant chaque point de livraison. <p>Le membre doit pouvoir réaliser ces exports en choisissant :</p> <ul style="list-style-type: none"> la période de facturation ou la période de consommation (date de début et date de fin), le référentiel de regroupement des points de livraison choisi pour la facturation. 	
Mise à disposition :	Via l'espace client

Contenu du fichier a minima :	<ul style="list-style-type: none"> le fichier doit contenir l'ensemble des informations mentionnées en annexe 1.b. au mémoire technique du titulaire figurent clairement les quelques informations mentionnées à l'annexe 1.b qui ne seraient pas éditables dans ce fichier par son Système d'Information. Le titulaire s'engage à faire ses meilleurs efforts pour le mettre en œuvre au plus tôt et à une date qu'il mentionnera dans son mémoire technique. le libellé d'identification du regroupement des factures.
Fréquence de mise à disposition	<ul style="list-style-type: none"> Dans le cas d'une mise à disposition via l'espace client : en cohérence avec le flux de facturation suivant l'émission de chaque facture.
Pour le coordonnateur ou le membre pilote	
Le titulaire du marché subséquent met à disposition du coordonnateur ou du membre pilote demandeur un fichier des données de consommation et facturation reprenant l'ensemble des factures émises sur l'ensemble des points de livraison des membres.	
Mise à disposition :	Via l'espace client ou à défaut par courriel
Contenu du fichier a minima :	<p>Identique à celui décrit ci-dessus pour les membres. Néanmoins, le contenu du fichier fait figurer les informations d'identification :</p> <ul style="list-style-type: none"> de chaque membre (y compris la référence du membre propre au groupement), des membres pilotes.
Fréquence de mise à disposition	<ul style="list-style-type: none"> Dans le cas d'une mise à disposition via l'espace client : en cohérence avec le flux de facturation suivant l'émission de chaque facture. A chaque fois que le coordonnateur ou un membre pilote en fait la demande, dans un délai de sept (7) jours ouvrés à compter du jour de la demande.

21.3 Alimentation du système d'information du coordonnateur :

Pour alimenter le système d'information du coordonnateur du groupement de commandes, le titulaire met à disposition un flux de données mensuelles qui agrège, pour chaque membre du groupement de commandes, les données de consommation et de facturation de chaque PDL. Ce flux doit contenir l'ensemble des informations mentionnées en annexe 1.b. Indépendamment de ce flux, le titulaire met à disposition du coordonnateur ou de son prestataire désigné, au pas mensuel :

- les factures en PDF vectorielles,
- les données de consommation qui ont servi à la facturation
- dans la mesure du possible, les points 10 min et 30 min sur un FTP.

Le format de ces fichiers sera de type .XML, JSON, .CSV ou .TXT à largeur fixe.

21.4 Feuillelet récapitulatif annuel

Pour les membres
Pour chaque période de fourniture d'une durée égale à 12 mois, le titulaire met à disposition du membre un feuillelet récapitulatif comportant le bilan mensuel (pour les points de livraison relève mensuelle ou à une

fréquence supérieure) ou **annuel** (pour les points de livraison à relève semestrielle) des données de consommations et de facturation sur tableur exploitable ou compatible.
Le membre doit pouvoir disposer d'une vision selon les regroupements des points de livraison choisi pour la facturation (sous-totaux).

Mise à disposition :

Via l'espace client ou à défaut par courriel

Contenu du fichier a minima :

- La période :
 - en mois pour les points de livraison relève mensuelle ou à une fréquence supérieure) ;
 - annuelle pour les points de livraison à relève semestrielle).
- Bilan des consommations (énergie consommée, les puissances atteintes, les dépassements de puissance souscrite ou de capacité journalière souscrite).
- Bilan des montants facturées par composante.
- Le libellé d'identification du regroupement des factures.

Fréquence de mise à disposition

- A minima une fois par an au mois de décembre de l'année de livraison.
- Sur demande ponctuelle d'un membre.

Pour le coordonnateur et les membres pilotes

Sans objet.